



القصب المالي للدار البيضاء  
**CASABLANCA  
FINANCE CITY**

# INDICES D'ATTRACTIVITÉ ET DE STABILITÉ EN AFRIQUE DE L'INSTITUT AMADEUS



**EDITION 2025**



# SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	6	<b>VI- L’Afrique en transition : bâtir la stabilité par l’attractivité et inversement</b> .....	67
<b>I- Présentation des Indices d’Attractivité et de Stabilité en Afrique de l’Institut Amadeus</b> .....	8	<b>Annexes</b> .....	70
<b>II- Analyse du Classement 2025 de l’Indice d’Attractivité en Afrique</b> .....	12	<b>Liste des participants à la session indices d’attractivité et de stabilité de l’institut amadeus</b> .....	86
- Classements par groupes d’indicateurs et composantes de l’Indice d’Attractivité .....	14	<b>Le Comité Scientifique</b> .....	87
- Indice Global d’Attractivité en Afrique 2025 de l’Institut Amadeus .....	18		
- Classement et notation par pays et par composantes de l’Indice d’Attractivité en Afrique 2025 de l’Institut Amadeus .....	19		
<b>III- Analyse du Classement 2025 de l’Indice de Stabilité en Afrique</b> .....	30		
- Indice Global de Stabilité en Afrique 2025 de l’Institut Amadeus .....	35		
- Classement et notation par pays et par composantes de l’Indice de Stabilité en Afrique 2025 de l’Institut Amadeus .....	37		
<b>IV- Évolution 2020–2025 des Indices de Stabilité et d’Attractivité en Afrique</b> .....	46		
<b>V- Analyse du Classement combiné Stabilité–Attractivité en 2025 : Une nouvelle lecture intégrée de la performance africaine</b> .....	56		
- Classement combiné Stabilité-Attractivité de l’Institut Amadeus en 2025 .....	58		
- Classement combiné 2025 de l’Institut Amadeus par pays .....	59		
1. Un top 10 continental qui consacre la complémentarité stabilité–attractivité .....	60		
2. La prime à la double excellence .....	62		
3. Lecture régionale du classement global .....	62		
4. Les économies en transition : entre stabilité relative et potentiel d’attractivité .....	64		
5. Le ventre mou du classement : fragilité structurelle et dépendance extérieure .....	64		
6. La corrélation empirique stabilité–attractivité .....	65		
7. Les zones rouges : crises prolongées et érosion institutionnelle .....	65		
8. L’Afrique en transition : Entre confiance et défiance .....	66		

## Introduction

L'édition 2025 **des Indices de Stabilité et d'Attractivité en Afrique** de l'Institut Amadeus, publiée en partenariat avec **Casablanca Finance City Authority (CFCA)**, paraît dans un contexte international profondément bouleversé. À l'échelle mondiale, la recomposition géopolitique s'accélère : les tensions commerciales persistantes entre les États-Unis et la Chine, le retour de logiques de blocs, la guerre prolongée en Ukraine, les crises au Proche-Orient et les rivalités énergétiques dans l'Indo-Pacifique redessinent les équilibres économiques et sécuritaires. Ces **fractures globales**, accentuées par la montée du protectionnisme et par la multiplication des sanctions croisées, reconfigurent les chaînes d'approvisionnement, les flux d'investissement et les rapports de force multilatéraux.

Dans ce nouvel environnement fragmenté, **l'Afrique se trouve à la fois courtisée et exposée**. Courtisée, parce qu'elle représente le dernier grand réservoir de croissance, d'énergie et de jeunesse du système mondial; exposée, car les tensions extérieures s'y traduisent par des recompositions politiques, sécuritaires et économiques rapides. En 2025, la multiplication des crises régionales — de la Corne de l'Afrique à l'Est de la RDC, du Soudan à la Libye, du Niger au Mali — illustre les conséquences directes de ces recompositions : guerres par procuration, rivalités d'influence, pressions sur les ressources et rétrécissement de l'espace multilatéral africain.

Cette édition intervient également dans une année de **forte intensité politique** sur le continent : élections présidentielles en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Bénin (faisant notamment suite à une tentative de coup d'état) et en Centrafrique; transitions militaires au Sahel, à Madagascar, en Guinée Bissau et au Gabon ; et reprise des discussions diplomatiques, dans le contexte de l'Accord de Washington, autour du conflit à l'Est de la RDC. Ces échéances redéfiniront, pour plusieurs États, la perception du risque pays et le positionnement des investisseurs.

Dans le même temps, le continent devient un **acteur pivot** de la nouvelle équation énergétique mondiale. La demande croissante en cobalt, lithium, gaz naturel liquéfié et hydrogène vert place plusieurs pays africains — Maroc, Namibie, Égypte, Angola, Mozambique — au cœur des stratégies de sécurisation d'approvisionnement des grandes puissances. Cette ruée rehausse la valeur géostratégique du continent mais accentue aussi les risques : compétition accrue pour les ressources, vulnérabilités environnementales et dépendances financières.

Dans ce contexte de **fractures et de transitions**, les **Indices 2025** réaffirment la nécessité de lire ensemble stabilité et attractivité, non comme deux registres parallèles, mais comme les deux faces d'une même réalité : celle de la confiance. Ils démontrent, chiffres à l'appui, que la solidité des institutions, la transparence de la gouvernance, la cohésion sociale et la sécurité territoriale demeurent les premiers facteurs d'attractivité durable. Là où ces fondements s'érodent, les capitaux se retirent, les projets se suspendent et la croissance devient réversible. À l'inverse, les pays qui combinent gouvernance efficace, prévisibilité réglementaire et vision économique claire — **Maroc, Maurice, Botswana, Cap-Vert, Namibie, Ghana, Égypte** — consolident leur résilience et captent les flux d'investissement à long terme.

Cette édition 2025 introduit par ailleurs une innovation majeure : la création d'un **Indice combiné de Stabilité et d'Attractivité**, fusionnant pour la première fois les deux classements produits par l'Institut Amadeus depuis 2012. Ce nouvel indicateur consolidé permet de mesurer la performance globale des pays africains à travers une approche intégrée de la gouvernance politique et de la compétitivité économique.

Les résultats confirment la **double excellence** du Maroc, de Maurice et de l'Afrique du Sud, mais aussi la montée d'un cercle vertueux d'économies intermédiaires — Namibie, Sénégal, Ghana, Égypte, Rwanda — où la stabilité institutionnelle nourrit l'investissement et où la croissance alimente à son tour la cohésion sociale.

Au-delà des chiffres, les **Indices 2025** invitent à une réflexion stratégique : l'Afrique doit transformer la stabilité institutionnelle en **stabilité de prospérité**, et convertir son attractivité économique en **attractivité de durabilité**. La croissance ne peut plus être dissociée de la gouvernance, ni la compétitivité du respect de l'État de droit et de la sécurité collective.

Les fractures géopolitiques actuelles, loin de marginaliser le continent, renforcent sa centralité : par sa géographie, ses ressources et sa jeunesse, l'Afrique est au cœur de la bataille mondiale pour les matières premières, l'énergie et les marchés. Mais cette centralité ne se traduira en influence que si elle s'accompagne d'une **intégration politique et économique réelle**, d'une meilleure gestion des vulnérabilités sociales (emploi, éducation et santé en tête) et d'une coopération accrue entre les pôles régionaux, dont l'intégration reste à parfaire.

L'Institut Amadeus, fidèle à sa vocation de **think-and-do-tank panafricain**, entend continuer à offrir des outils d'analyse et d'aide à la décision pour comprendre ces mutations, anticiper les risques et identifier les leviers d'action.

En 2025, plus que jamais, **stabilité et attractivité constituent la clé du destin africain** : sans stabilité, il n'y a pas de croissance durable ; sans attractivité, il n'y a pas de développement inclusif. Les **Indices Amadeus 2025** offrent aux décideurs, investisseurs et institutions une boussole fiable pour naviguer dans un monde fracturé, et pour bâtir, à l'échelle du continent, les fondations d'une prospérité africaine souveraine, durable et partagée.

# I- Présentation des Indices d'Attractivité et de Stabilité en Afrique de l'Institut Amadeus

Depuis 2012, l'Institut Amadeus, en partenariat avec **Casablanca Finance City Authority (CFCA)**, publie deux outils de référence pour évaluer les environnements économiques, institutionnels et politiques des pays africains : **l'Indice d'Attractivité et l'Indice de Stabilité en Afrique**. Ces deux indices offrent une vision intégrée des dynamiques continentales, en analysant plus de **70 sous-indicateurs** relatifs à la gouvernance, à la compétitivité, à la résilience et à la capacité d'adaptation des États face aux défis contemporains.

En 2025, dans un contexte international marqué par des recompositions géopolitiques, des transitions énergétiques rapides et des pressions économiques accrues, ces indices constituent plus que jamais des **outils d'aide à la décision**. Ils permettent aux gouvernements, aux investisseurs, aux institutions régionales et aux observateurs internationaux de mieux comprendre les transformations structurelles du continent, d'identifier **les opportunités émergentes** et de **mesurer les risques** associés aux marchés africains.

## L'Indice d'Attractivité en Afrique

L'**Indice d'Attractivité en Afrique**<sup>1</sup> est conçu pour guider l'investissement productif et durable, en identifiant les environnements les plus favorables à la création de valeur et à la croissance inclusive.

Il repose sur une architecture à trois piliers complémentaires, qui permettent de mesurer la compétitivité globale et le potentiel de développement de chaque économie africaine.

### 1. Potentiel et dynamique du marché (30 % de l'Indice) :

Ce pilier évalue la taille, la structure et la croissance des marchés nationaux, la diversification sectorielle de leurs économies, ainsi que leur degré d'ouverture aux échanges régionaux et internationaux.

### 2. Qualité de la régulation et environnement des affaires (35 % de l'Indice) :

Ce groupe d'indicateurs mesure la solidité des institutions économiques, la transparence de la réglementation, l'efficacité administrative, la qualité des infrastructures et de la logistique, ainsi que la justice commerciale et l'inclusion économique.

### 3. Qualité des facteurs productifs (35 % de l'Indice) :

Ce dernier pilier s'attache à la compétitivité des ressources humaines et financières : formation, innovation, productivité du travail, accès aux financements et performance du système bancaire.

Grâce à cette méthodologie, l'Indice d'Attractivité identifie les environnements les plus favorables à une implantation économique pérenne, tout en mettant en évidence les leviers de réforme permettant de renforcer la compétitivité, la diversification et l'intégration régionale.

## L'Indice de Stabilité en Afrique

L'**Indice de Stabilité en Afrique**<sup>2</sup> s'adresse aux acteurs publics et privés souhaitant évaluer le niveau de résilience politique, sociale et institutionnelle des pays africains.

Il s'appuie sur trois composantes fondamentales, permettant d'apprécier la capacité des États à préserver la cohésion, la sécurité et la confiance dans la durée.

### 1. Sociologie de l'État, contrôle de la violence et sécurité (35 % de l'Indice) :

Cette composante mesure la légitimité du pouvoir, la qualité de la gouvernance sécuritaire, la maîtrise des tensions internes et externes, ainsi que la capacité de l'État à garantir l'ordre public et la stabilité territoriale.

### 2. Résilience aux vulnérabilités sociales et environnementales (35 % de l'Indice) :

Ce volet évalue la manière dont les États gèrent les vulnérabilités structurelles : emploi des jeunes, sécurité alimentaire, accès aux services essentiels, gestion de l'eau et adaptation au changement climatique, dans un contexte d'urbanisation rapide.

### 3. Résilience de l'État (30 % de l'Indice) :

Ce pilier analyse la solidité macroéconomique, la soutenabilité de la dette publique, la diversification économique, ainsi que la capacité institutionnelle à surmonter les chocs externes et à assurer la continuité de l'action publique.

1-Voir la Méthodologie, les Groupes, Sous-groupes d'Indicateurs et Pondération de l'Indice d'Attractivité en Annexe

2-Voir la Méthodologie, les Groupes, Sous-groupes d'Indicateurs et Pondération de l'Indice de Stabilité en Annexe

Par sa méthodologie, l'Indice de Stabilité offre une lecture multidimensionnelle de **la sécurité et de la gouvernance en Afrique**, en intégrant aussi bien les dimensions politiques et institutionnelles que les déterminants économiques, sociaux et environnementaux de la résilience.

### **Le Classement combiné 2025 : une approche globale et intégrée de la performance africaine**

Introduit en 2025, **le Classement combiné Stabilité–Attractivité** agrège pour la première fois les deux indices historiques afin d'offrir **une lecture unifiée de la performance globale des États africains**.

Cette approche repose sur une conviction fondatrice : **la stabilité politique et institutionnelle est un levier d'attractivité économique**, tandis que **la croissance et l'investissement renforcent à leur tour la stabilité sociale et la résilience des institutions**.

En combinant les indicateurs de gouvernance, de sécurité, d'investissement et de compétitivité, ce nouveau classement propose une **boussole stratégique et photographie unifiée de la performance nationale de chacun des 54 pays du continent** pour les décideurs et les acteurs économiques, en facilitant les comparaisons, l'identification des priorités de réforme et l'évaluation des progrès dans le temps.

### **Des véritables leviers de compréhension et d'anticipation des transformations africaines**

Les **Indices d'Attractivité et de Stabilité** de l'Institut Amadeus permettent aux **investisseurs, décideurs publics et institutions internationales** de mieux appréhender la complexité des dynamiques africaines. Ils constituent une **grille d'analyse comparative et prospective** des environnements économiques et politiques, facilitant la formulation de stratégies d'investissement, de coopération ou de réforme.

Chaque édition actualise et affine les indicateurs utilisés afin de refléter l'évolution rapide des contextes nationaux et régionaux : montée des économies vertes, innovations technologiques, transitions énergétiques, gestion des crises et intégration continentale.

Les indices fournissent ainsi **une vision consolidée et évolutive du continent**, mesurant non seulement la performance mais aussi la trajectoire de chaque pays.

### **Un instrument stratégique au service du développement africain**

Les **Indices de l'Institut Amadeus** constituent aujourd'hui des outils de **gouvernance stratégique** pour les décideurs africains, les investisseurs internationaux et les institutions régionales. Ils permettent :

- d'objectiver les débats sur les politiques publiques et économiques ;
- de mesurer la qualité des réformes et leur impact sur la compétitivité ;
- d'identifier les leviers prioritaires d'action en matière de sécurité, de gouvernance et de développement durable.

Grâce à leur méthodologie rigoureuse et à leur actualisation permanente, ces indices offrent une **lecture claire, accessible et dynamique du continent africain**.

Ils traduisent l'engagement de l'Institut Amadeus à promouvoir **la transparence, la confiance et la compréhension stratégique** du continent, en soutenant la formulation de politiques publiques fondées sur l'évidence et orientées vers la prospérité partagée.

L'expérience de plus d'une décennie d'observation confirme une constante : **la stabilité nourrit l'attractivité, et l'attractivité renforce la stabilité**.

Cette interdépendance, au cœur de la philosophie des Indices Amadeus, incarne une vision du développement africain fondée sur **la confiance, la gouvernance et la durabilité**.

En consolidant la stabilité institutionnelle, en améliorant la régulation économique et en stimulant l'innovation, les États africains posent les fondations d'une **prospérité souveraine, inclusive et durable**, à la mesure de l'ambition du continent.

# ANALYSE DU CLASSEMENT 2025 DE L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ EN AFRIQUE

## II – Analyse du Classement 2025 de l'Indice d'Attractivité en Afrique

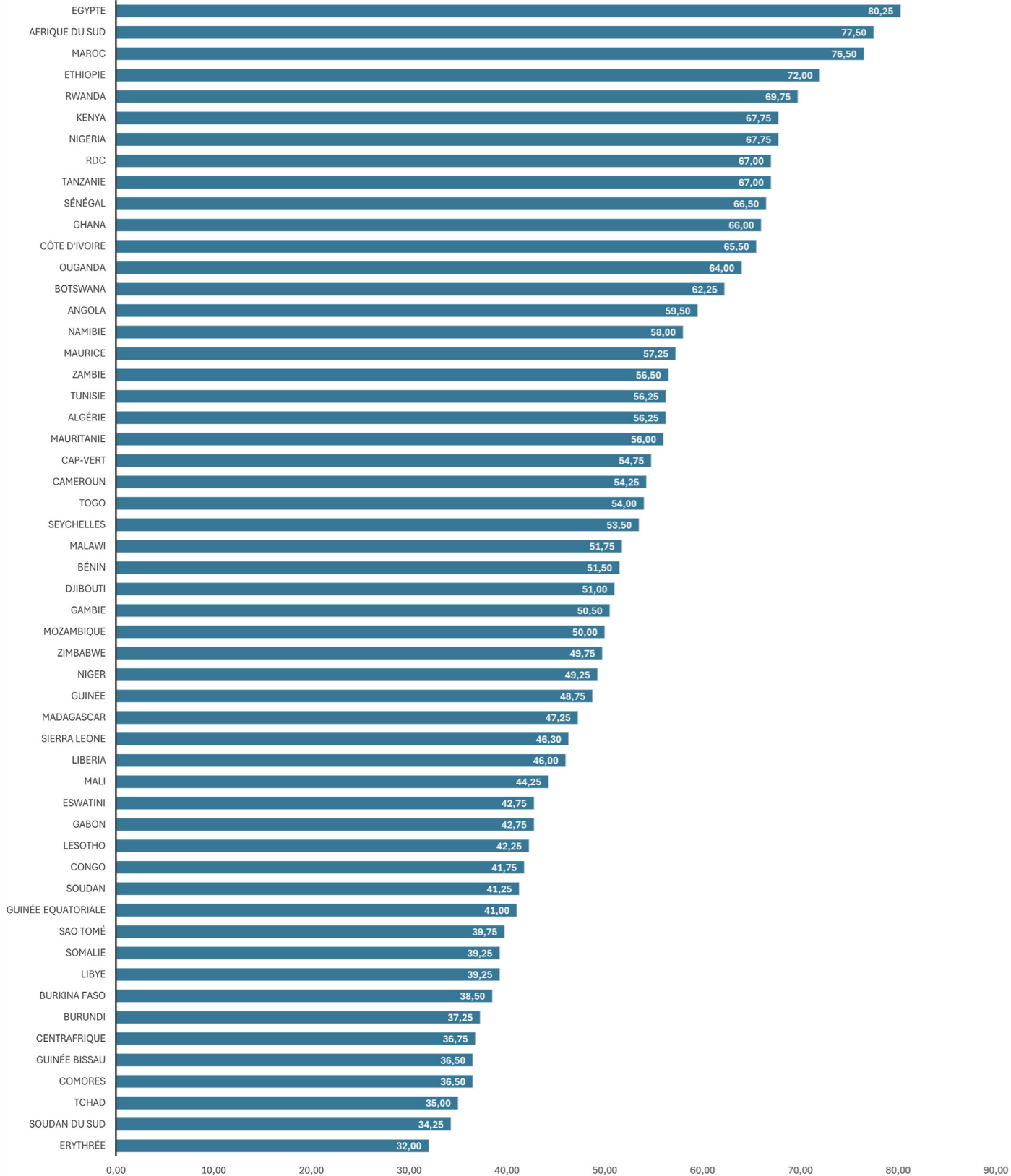
En 2025, l'Afrique s'impose plus que jamais comme un espace de recomposition économique mondiale, traversé par des **dynamiques contrastées**. Tandis que certaines économies consolident leur attractivité grâce à des **réformes structurelles, à la diversification industrielle et à l'essor des énergies vertes**, d'autres affrontent des **défis persistants** liés à la dette, à l'instabilité institutionnelle ou à la pression inflationniste globale. Les tensions géopolitiques internationales, la relocalisation partielle des chaînes d'approvisionnement et la compétition accrue pour les ressources stratégiques redéfinissent les trajectoires nationales, offrant à plusieurs pays africains de nouvelles opportunités d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Cette édition de l'**Indice d'Attractivité en Afrique** met en évidence un continent **en transition**, où la croissance se déplace vers des pôles émergents portés par l'innovation, la connectivité et la stabilité réglementaire. Face à un environnement mondial fragmenté, la capacité des États africains à garantir un **cadre macroéconomique prévisible**, à investir dans les **infrastructures logistiques et énergétiques**, et à promouvoir une **gouvernance transparente et inclusive**, devient le déterminant essentiel d'une attractivité durable et compétitive.

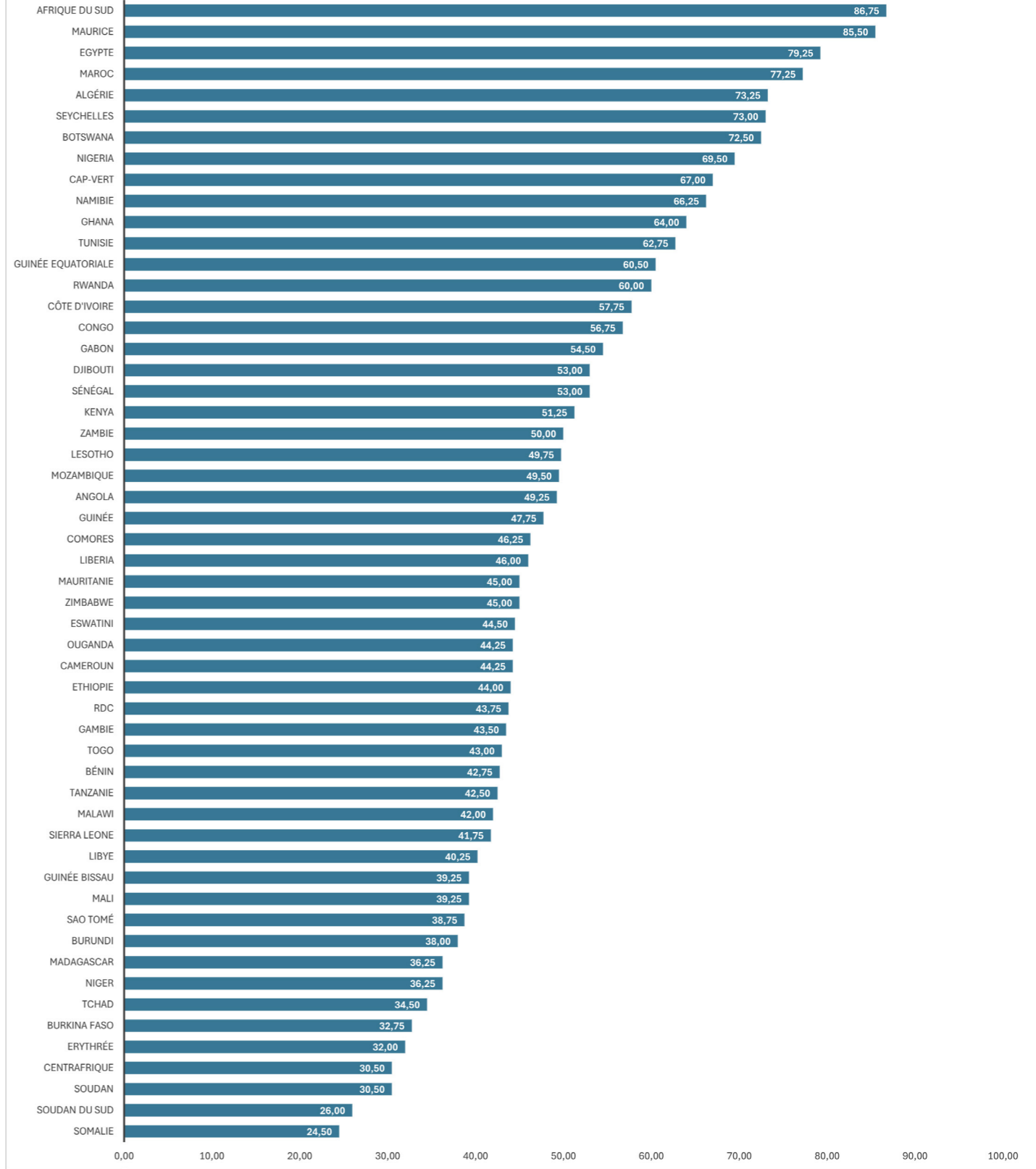


# Classements par groupes d'indicateurs et composantes de l'Indice d'Attractivité 2025

Potentiel et Dynamique du Marché

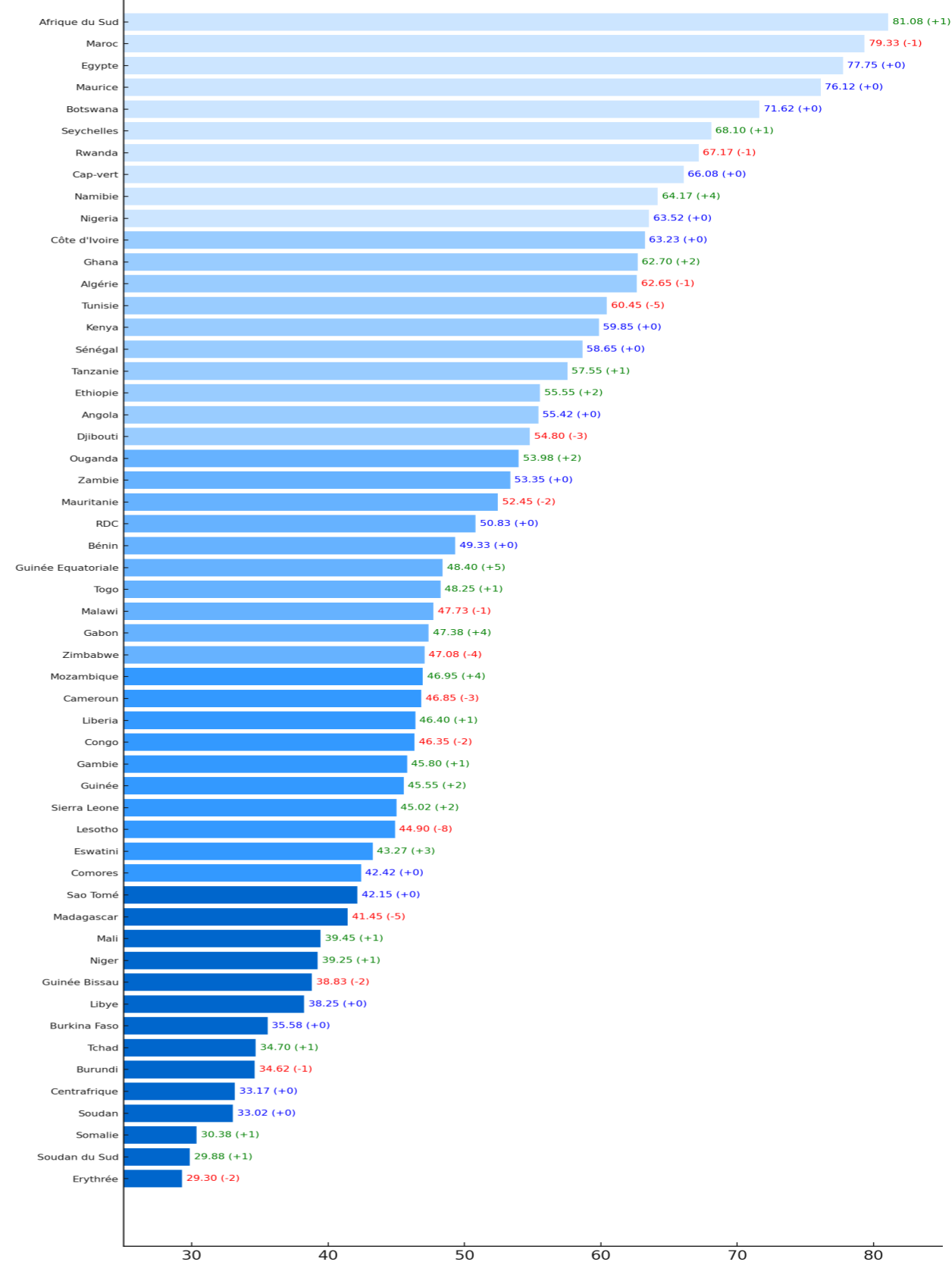
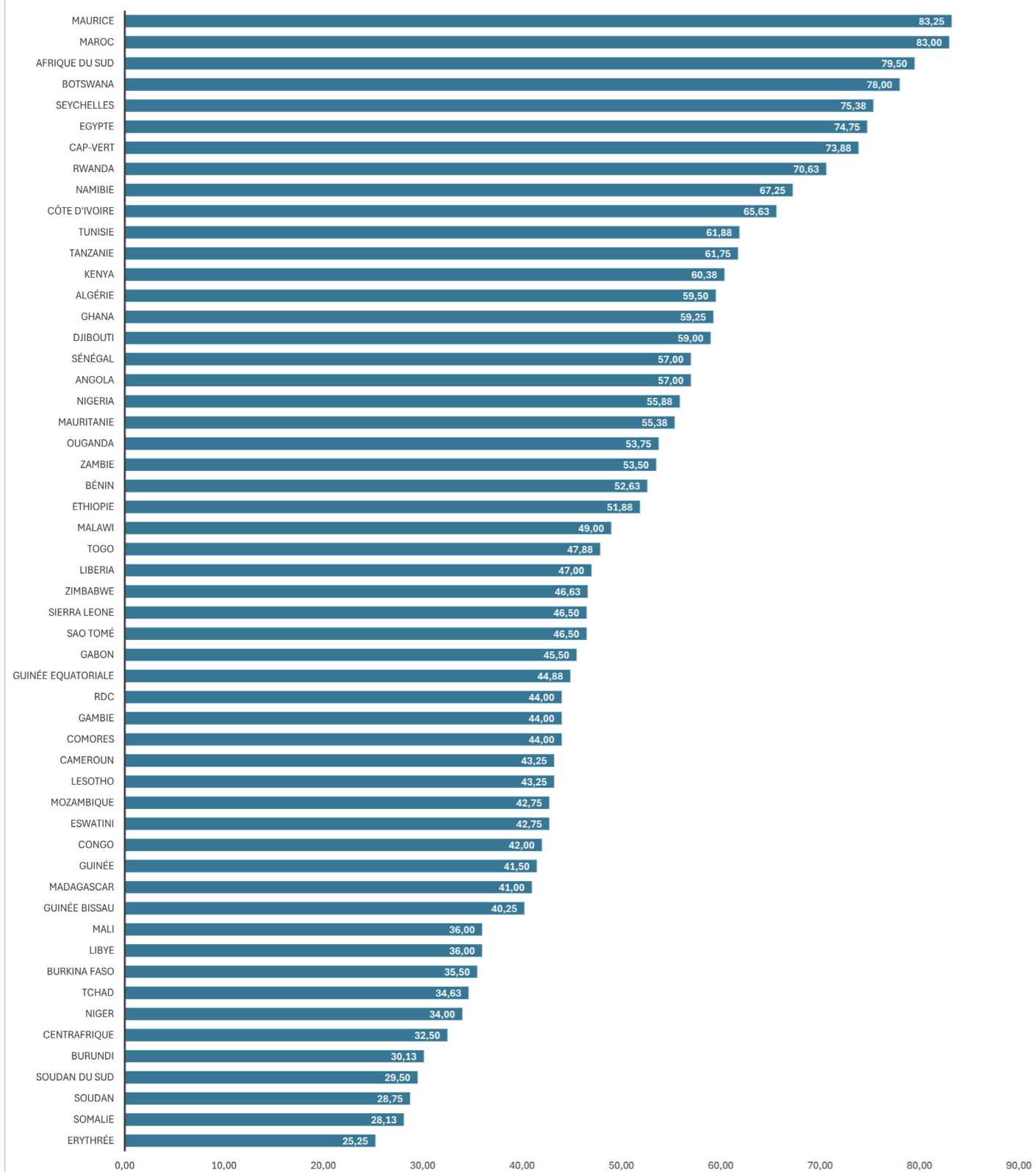


Productivité des Facteurs

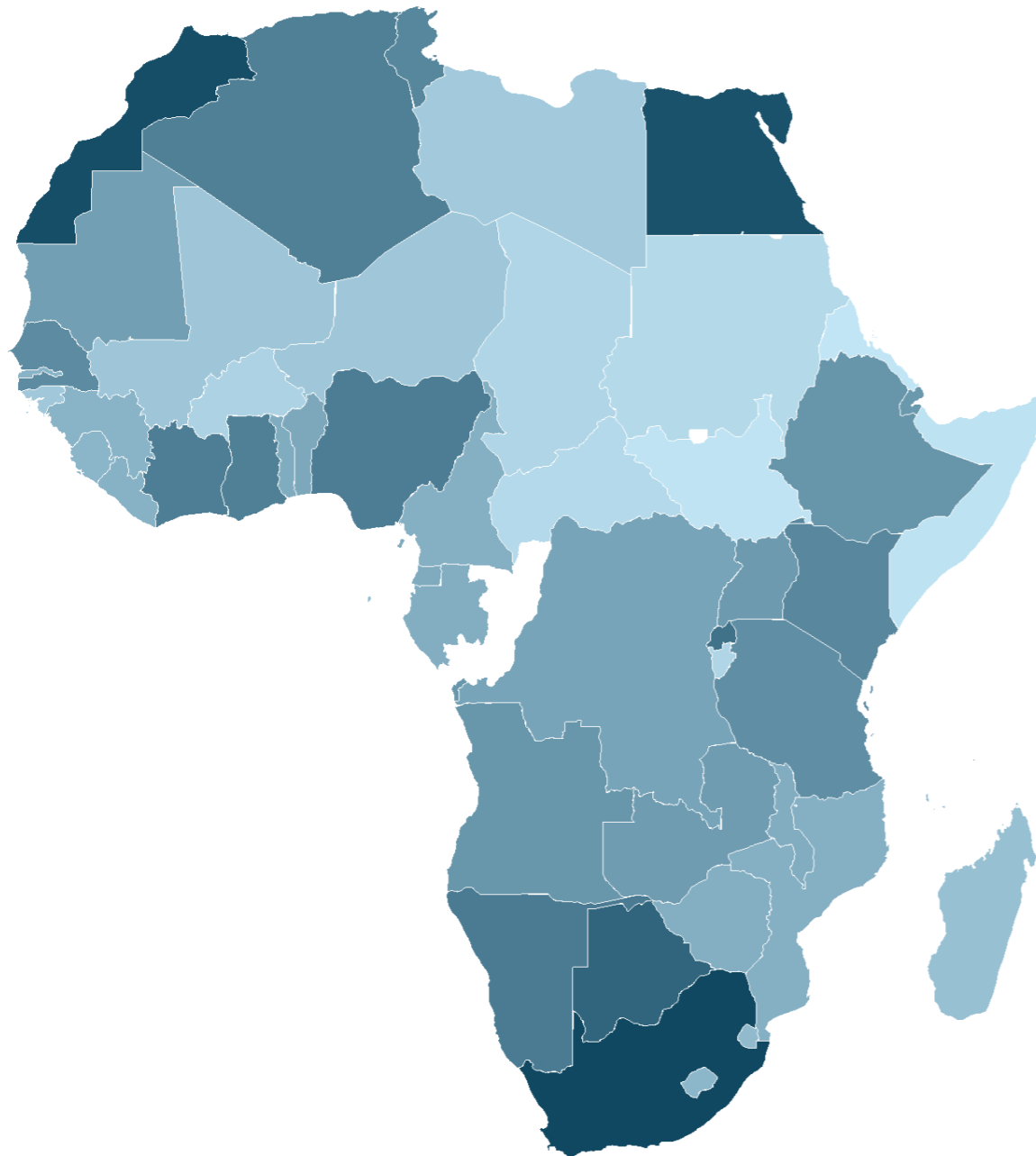


## Classement Indice de l'Attractivité en Afrique 2025 de l'Institut Amadeus

### Qualité de la Régulation



## Indice Global d'Attractivité en Afrique 2025 de l'Institut Amadeus



## Classement et notation par pays et par composantes de l'Indice d'Attractivité en Afrique 2025 de l'Institut Amadeus

Rang	Pays	Note finale Attractivité 2025	Potentiel et dynamique du Marché	Qualité de la Régulation	Productivité des Facteurs
1	Afrique du Sud	81,08	77,5	79,5	86,75
2	Maroc	79,33	76,5	83	77,25
3	Egypte	77,75	80,25	74,75	79,25
4	Maurice	76,13	57,25	83,25	85,5
5	Botswana	71,63	62,25	78	72,5
6	Seychelles	68,1	53,5	75,38	73
7	Rwanda	67,18	69,75	70,63	60
8	Cap-vert	66,08	54,75	73,88	67
9	Namibie	64,18	58	67,25	66,25
10	Nigeria	63,53	67,75	55,88	69,5
11	Côte d'Ivoire	63,23	65,5	65,63	57,75
12	Ghana	62,7	66	59,25	64
13	Algérie	62,65	56,25	59,5	73,25
14	Tunisie	60,45	56,25	61,88	62,75
15	Kenya	59,85	67,75	60,38	51,25
16	Sénégal	58,65	66,5	57	53
17	Tanzanie	57,55	67	61,75	42,5
18	Ethiopie	55,55	72	51,88	44
19	Angola	55,43	59,5	57	49,25
20	Djibouti	54,8	51	59	53
21	Ouganda	53,98	64	53,75	44,25
22	Zambie	53,35	56,5	53,5	50
23	Mauritanie	52,45	56	55,38	45
24	RDC	50,83	67	44	43,75
25	Bénin	49,33	51,5	52,63	42,75
26	Guinée Equatoriale	48,4	41	44,88	60,5
27	Togo	48,25	54	47,88	43
28	Malawi	47,73	51,75	49	42
29	Gabon	47,38	42,75	45,5	54,5
30	Zimbabwe	47,08	49,75	46,63	45
31	Mozambique	46,95	50	42,75	49,5
32	Cameroun	46,85	54,25	43,25	44,25
33	Liberia	46,4	46	47	46
34	Congo	46,35	41,75	42	56,75
35	Gambie	45,8	50,5	44	43,5
36	Guinée	45,55	48,75	41,5	47,75
37	Sierra Leone	45,02	46,3	46,5	41,75
38	Lesotho	44,9	42,25	43,25	49,75
39	Eswatini	43,28	42,75	42,75	44,5
40	Comores	42,43	36,5	44	46,25
41	Sao Tomé	42,15	39,75	46,5	38,75
42	Madagascar	41,45	47,25	41	36,25
43	Mali	39,45	44,25	36	39,25
44	Niger	39,25	49,25	34	36,25
45	Guinée Bissau	38,83	36,5	40,25	39,25
46	Libye	38,25	39,25	36	40,25
47	Burkina Faso	35,58	38,5	35,5	32,75
48	Tchad	34,7	35	34,63	34,5
49	Burundi	34,63	37,25	30,13	38
50	Centrafrique	33,18	36,75	32,5	30,5
51	Soudan	33,03	41,25	28,75	30,5
52	Somalie	30,38	39,25	28,13	24,5
53	Soudan du Sud	29,88	34,25	29,5	26
54	Erythrée	29,3	32	25,25	32

## 1- Un contexte mondial et africain sous contraintes mais propice à la résilience

L'année 2025 s'inscrit dans une conjoncture mondiale incertaine, dominée par des tensions commerciales, des déséquilibres monétaires persistants et un ralentissement de la croissance mondiale autour de 2,6 %. L'Afrique, bien que fortement exposée à ces chocs, démontre une capacité remarquable de résilience : la croissance moyenne du continent s'établit à 3,6 %, soutenue par la vigueur de certaines économies d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique australe, et par la reprise des projets énergétiques majeurs (gaz naturel liquéfié, hydrogène vert, interconnexions régionales).

Cette édition 2025 de l'**Indice d'Attractivité de l'Institut Amadeus** met en lumière une dynamique paradoxale : **l'attractivité moyenne africaine progresse légèrement (+0,2 point)**, mais l'écart se creuse entre les pôles stables et performants et les zones fragiles ou instables.

Ainsi, **15 pays progressent de manière significative, 10 stagnent**, tandis que **29 reculent**, souvent pour des raisons politiques, sécuritaires ou budgétaires. Cette polarisation souligne que, plus que jamais, la stabilité institutionnelle, la qualité de la régulation et la prévisibilité économique constituent les fondations de l'attractivité durable.

L'**Indice d'Attractivité en Afrique 2025** de l'Institut Amadeus propose une lecture approfondie des performances économiques du continent, en offrant une évaluation comparative de la compétitivité et du potentiel de croissance des pays africains. À travers l'analyse des trois grands piliers — « **Potentiel et dynamique du marché** », « **Qualité de la régulation et environnement des affaires** », et « **Qualité des facteurs productifs** » — l'indice met en lumière les forces structurelles et les fragilités de chaque économie, tout en identifiant les tendances régionales et sectorielles qui façonnent l'attractivité du continent.

Il constitue ainsi un outil essentiel pour comprendre les trajectoires économiques africaines, mesurer les progrès accomplis et anticiper les dynamiques émergentes qui influenceront le positionnement des pays dans les années à venir.

En 2025, Trois grandes dynamiques traversent le continent en 2025 :

- 1. La résilience économique et monétaire**, portée par des pays comme le Maroc, Maurice, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Zambie et le Sénégal.
- 2. La régionalisation et l'intégration logistique**, moteurs de connectivité et de compétitivité, visibles en Afrique du Sud, Namibie, Tanzanie et Kenya.
- 3. Le ralentissement sécuritaire et politique**, particulièrement marqué dans le Sahel central, la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs.

## 2-Afrique du Sud : le retour au sommet grâce à la productivité et à l'énergie

L'**Afrique du Sud** retrouve en 2025 la première place du classement avec un score global de 81,08, en hausse d'un point par rapport à 2024. Cette performance **repose sur un niveau record de productivité des facteurs (86,75)** et une régulation solide (79,50).

La reprise du secteur industriel, la relance des exportations minières et automobiles, ainsi que la réforme énergétique progressive — avec la libéralisation du marché de l'électricité et la montée des énergies renouvelables — ont consolidé la position du pays comme **première économie industrialisée du continent**.

Malgré un chômage structurel élevé et des tensions sociales persistantes, la crédibilité institutionnelle et financière du pays, la profondeur de son marché intérieur et la qualité de ses infrastructures en font **un pilier de stabilité économique régionale**.

Ce retour au leadership symbolise une Afrique australe plus intégrée, où la diversification énergétique et la réforme du capital humain deviennent des leviers de long terme.

### 3- Maroc : un leadership consolidé par la régulation et la diversification

Le **Maroc** (79,33 points, -1 place) reste le **co-leader continental** et le seul pays africain à maintenir un classement dans le top 2 depuis plus de cinq ans.

Son profil 2025 demeure d'une grande stabilité et d'un **équilibre quasi parfait** entre les trois piliers de l'indice :

- Potentiel et dynamique du marché : 76,50
- Qualité de la régulation : 83,00
- Productivité des facteurs : 77,25

Cette constance reflète l'impact durable d'une **politique économique et institutionnelle structurée**.

Les réformes logistiques et portuaires, la montée en puissance des IDE industriels (automobile, aéronautique, batteries, énergies renouvelables) et la consolidation du cadre réglementaire (digitalisation, justice commerciale, climat des affaires) renforcent la position du Royaume comme **hub économique et logistique du continent**.

La stabilité monétaire, la maîtrise budgétaire et la vision stratégique de long terme — incarnée par la Vision Royale et le Nouveau Modèle de Développement — font du Maroc **un modèle de résilience systémique** et ce malgré **les importants défis en matière d'inégalités sociales et de revendications sociales** liées à la création d'emplois et d'amélioration des secteurs clés tels que la santé et l'éducation.

Les performances marocaines en 2025 traduisent une attractivité mature, fondée sur la cohérence entre gouvernance, diversification et stabilité.

### 4- Égypte et Maurice : deux modèles contrastés de performance

L'**Égypte** conserve sa troisième place (77,75) grâce à son **potentiel de marché exceptionnel (80,25)** et à un redressement monétaire appuyé par le soutien financier des pays du Golfe et des institutions multilatérales.

L'amélioration du climat d'investissement, la relance des privatisations et la consolidation de projets d'infrastructure massifs (nouvelle capitale, zones industrielles, ports) confortent l'attractivité du pays. Néanmoins, les tensions inflationnistes, la dette publique et la dépendance à l'aide extérieure limitent encore la solidité structurelle de son modèle.

**Maurice**, quatrième du classement (76,13), demeure la référence continentale en matière de régulation (83,25) et de productivité (85,50). Le pays compense la petite taille de son marché (57,25) par **une gouvernance exemplaire**, une fiscalité claire et un écosystème financier internationalement reconnu. Son modèle illustre la capacité **des petites économies bien gouvernées** à rivaliser avec les grands marchés continentaux.

### 5- Un top 10 marqué par la constance

Le top 10 africain reste dominé par des économies stables : **Botswana, Seychelles, Rwanda, Cap-Vert, Namibie et Nigeria**. Ces pays conjuguent régulation de qualité, gouvernance solide et investissements soutenus dans les infrastructures ou la diversification. La **Namibie** réalise la progression la plus notable (+4 places, 9<sup>e</sup>), portée par les projets d'hydrogène vert, la bonne gouvernance et la crédibilité macroéconomique. Le **Rwanda** (7<sup>e</sup>, -1) conserve un cadre réglementaire performant mais souffre d'une productivité limitée (60,00), en dépit d'une gouvernance exemplaire.

Le **Nigeria** (10<sup>e</sup>, =), premier marché démographique du continent, illustre à l'inverse les limites du potentiel de marché en l'absence de réformes structurelles : inflation élevée, volatilité du naira et gouvernance dégradée. Son poids économique reste déterminant, mais **la qualité de la régulation** (55,88) demeure le principal frein à une attractivité durable

## 6- Les économies en progrès : l'Afrique en mouvement

L'édition 2025 met en évidence la montée de plusieurs économies intermédiaires dont les fondamentaux s'améliorent :

- **Côte d'Ivoire** (63,23, =) et **Ghana** (+2 places, 12<sup>e</sup>) : forte croissance (>6 %), stabilité politique et réformes du climat des affaires.
- **Sénégal** (=, 16<sup>e</sup>) : transition démocratique réussie, mise en production du gaz, investissements portuaires.
- **Tanzanie** (+1, 17<sup>e</sup>) : ouverture accrue aux IDE et développement logistique.
- **Zambie** (=, 22<sup>e</sup>) : allègement de dette, retour de la confiance des bailleurs.
- **Mauritanie** (-2, 23<sup>e</sup>) : stabilité politique et essor du projet GTA (gaz).
- **Mozambique** (+4, 31<sup>e</sup>) : amélioration sécuritaire au Cabo Delgado et redémarrage des investissements LNG.
- **Angola** (=, 19<sup>e</sup>) : diversification post-pétrole et crédibilité monétaire retrouvée.
- **Libéria** (+1, 33<sup>e</sup>) : alternance pacifique et stabilisation macro.
- **Cap-Vert** (=, 8<sup>e</sup>) : reprise du tourisme, amélioration de la dette et développement numérique.

Ces pays témoignent de **la résilience africaine** et de la capacité de plusieurs gouvernements à conjuguer réforme macroéconomique, stabilité institutionnelle et ouverture économique.

## 7- Les reculs et fragilités : la politique comme facteur de risque

L'autre versant du classement montre le poids des tensions politiques et sécuritaires sur l'attractivité. **29 pays reculent**, parfois brutalement, sous l'effet des crises politiques, de la dégradation sécuritaire ou des déséquilibres macroéconomiques.

Les reculs les plus marqués concernent :

- **Lesotho** (-8, 38<sup>e</sup>) : contraction budgétaire et baisse de productivité.
- **Tunisie** (-5, 14<sup>e</sup>) : stagnation économique, manque de réformes structurelles.
- **Madagascar** (-5, 42<sup>e</sup>) : affaiblissement institutionnel, infrastructures dégradées.
- **Djibouti** (-3, 20<sup>e</sup>) : dette élevée et ralentissement logistique.
- **Cameroun** (-3, 32<sup>e</sup>) : instabilité régionale et climat d'affaires dégradé.
- **Nigeria, RDC, Kenya, Éthiopie** : fragilités cumulatives liées à la gouvernance, à la dette ou à la sécurité.

Les **pays du Sahel** (Mali, Niger, Burkina Faso) subissent de plein fouet l'isolement diplomatique, les sanctions et la contraction des flux financiers. Le **Soudan**, plongé dans la guerre civile, voit s'effondrer ses indicateurs économiques, sociaux et productifs.

L'**Afrique centrale** reste globalement en retrait : dépendance aux matières premières, corruption persistante, infrastructures limitées et faible diversification. Dans ces économies, la richesse potentielle issue du pétrole ou des mines ne se traduit pas encore en attractivité économique durable.

## 8- Lecture transversale : cinq grands enseignements 2025

### 1. La gouvernance et la régulation : premier levier d'attractivité

L'édition 2025 confirme que la **qualité institutionnelle**, la **prévisibilité réglementaire** et la **transparence économique** demeurent les déterminants majeurs de la compétitivité africaine.

La taille du marché, si elle demeure un atout, n'est plus suffisante : les investisseurs privilégient les économies où les règles sont claires, la justice commerciale indépendante et les politiques publiques cohérentes.

Les pays dotés d'un cadre réglementaire solide et d'une gouvernance efficace bénéficient d'une véritable **prime à la régulation**, traduite par une confiance accrue et une stabilité du capital investi.

## 2. La taille du marché ne garantit plus la performance

Les grandes économies du continent — riches en ressources naturelles et à forte démographie — n’occupent plus automatiquement les premières places. **La profondeur institutionnelle et la qualité de la régulation** déterminent désormais la capacité d’un grand marché à convertir son potentiel en attractivité effective.

Les exemples de 2025 montrent que des économies disposant d’un immense potentiel commercial peuvent rester pénalisées par la **faible connectivité, l’instabilité politique ou la lenteur administrative**. Ainsi, la taille du marché devient un atout stratégique uniquement lorsqu’elle s’accompagne d’un environnement d’affaires prévisible et d’une gestion macroéconomique rigoureuse.

## 3. Les “petits stables” confirment leur modèle de réussite

Les économies insulaires et de taille intermédiaire — caractérisées par leur **discipline institutionnelle**, leur **spécialisation sectorielle** et leur **cohérence stratégique** — consolident leur position d’excellence. Leur modèle repose sur un triptyque constant : **bonne gouvernance, stabilité politique et diversification qualitative** (finance, tourisme, économie bleue, numérique, énergie verte).

Ces États prouvent qu’en Afrique, **la stabilité et la rigueur réglementaire peuvent compenser la petite taille du marché**, et même devenir des atouts de long terme pour attirer des investissements à forte valeur ajoutée.

## 4. L’énergie et la logistique redessinent la carte de l’attractivité

L’année 2025 marque un tournant énergétique et industriel.

Les pays qui investissent massivement dans les **corridors logistiques régionaux**, les **infrastructures portuaires et ferroviaires**, et les **projets énergétiques stratégiques** (hydrogène vert, LNG, interconnexions électriques, renouvelables) connaissent une **hausse structurelle de leur attractivité**.

Ces transitions renforcent les chaînes de valeur continentales, accélèrent l’intégration économique et favorisent l’émergence d’un **axe atlantique-africain** plus compétitif.

Cette recomposition énergétique et logistique constitue désormais un **critère clé d’évaluation** de la durabilité des modèles économiques africains.

## 5. Une Afrique à deux vitesses : réformistes vs fragiles

Le fossé s’élargit entre les pays **réformateurs, stables et diversifiés** et ceux marqués par l’instabilité, les transitions prolongées ou les crises sécuritaires. Les États qui modernisent leur gouvernance, améliorent la transparence et renforcent leurs institutions consolident leur position dans la durée.

À l’inverse, les zones de tension — Sahel, Corne de l’Afrique, Est de la RDC — voient leur attractivité divisée par deux, indépendamment de leurs ressources naturelles ou de leur potentiel démographique. Cette bipolarisation, déjà visible en 2024, s’accroît en 2025 : **l’Afrique de la réforme et de la stabilité prend une longueur d’avance sur l’Afrique de la fragilité et du court terme**.

## 9- Vers une attractivité fondée sur la confiance et la cohérence

L’édition 2025 de l’**Indice d’Attractivité en Afrique** de l’Institut Amadeus confirme une mutation profonde : la compétitivité du continent ne dépend plus de la croissance brute ou des ressources disponibles, mais de la **cohérence politique, de la stabilité institutionnelle et de la qualité de la gouvernance économique**.

Dans un environnement mondial marqué par les tensions géopolitiques, les transitions énergétiques et la contraction du capital international, la **confiance** devient la ressource la plus rare et la plus recherchée.

Quatre enseignements majeurs se dégagent de l’analyse 2025 :

### 1. La stabilité institutionnelle demeure le premier capital d’un État africain.

Sans institutions solides, ni justice crédible, ni gouvernance prévisible, aucune stratégie d’investissement ne peut produire ses effets à long terme.

### 2. La régulation devient un actif stratégique.

La clarté juridique, la transparence fiscale, la qualité de la régulation économique et la lutte contre la corruption déterminent la perception du risque pays et orientent les flux d’investissement.

### 3. La diversification sectorielle et énergétique fonde la résilience.

Les économies qui investissent dans l’industrie, les énergies renouvelables, le numérique et la formation du capital humain consolident leur indépendance et leur attractivité structurelle.

#### 4. L'intégration régionale reste la clé de la transformation continentale.

La réussite individuelle des États réformateurs gagnera en portée si elle s'inscrit dans des logiques collectives : corridors logistiques, ZLECAf, interconnexions énergétiques et financements croisés.

L'Afrique de 2025 se dessine ainsi à **deux vitesses** :

- **une Afrique réformatrice**, fondée sur la gouvernance, la cohérence macroéconomique et la stabilité politique, capable de transformer la réforme en compétitivité durable ;
- et **une Afrique vulnérable**, encore prisonnière des cycles d'instabilité, des dépendances extractives et de la volatilité institutionnelle.

L'avenir de l'attractivité africaine dépendra donc de la capacité des États à **convertir la croissance en opportunité inclusive**, à **institutionnaliser la stabilité** et à **bâtir la confiance** entre gouvernants, investisseurs et citoyens.

Plus que jamais, en 2025, l'attractivité africaine se mesure à la cohérence des réformes, à la transparence de la gouvernance et à la constance des politiques publiques. Le défi n'est plus seulement d'attirer le capital, mais de **retenir durablement la confiance** — celle des marchés, des investisseurs et des populations africaines.



# ANALYSE DU CLASSEMENT 2025 DE L'INDICE DE STABILITÉ EN AFRIQUE

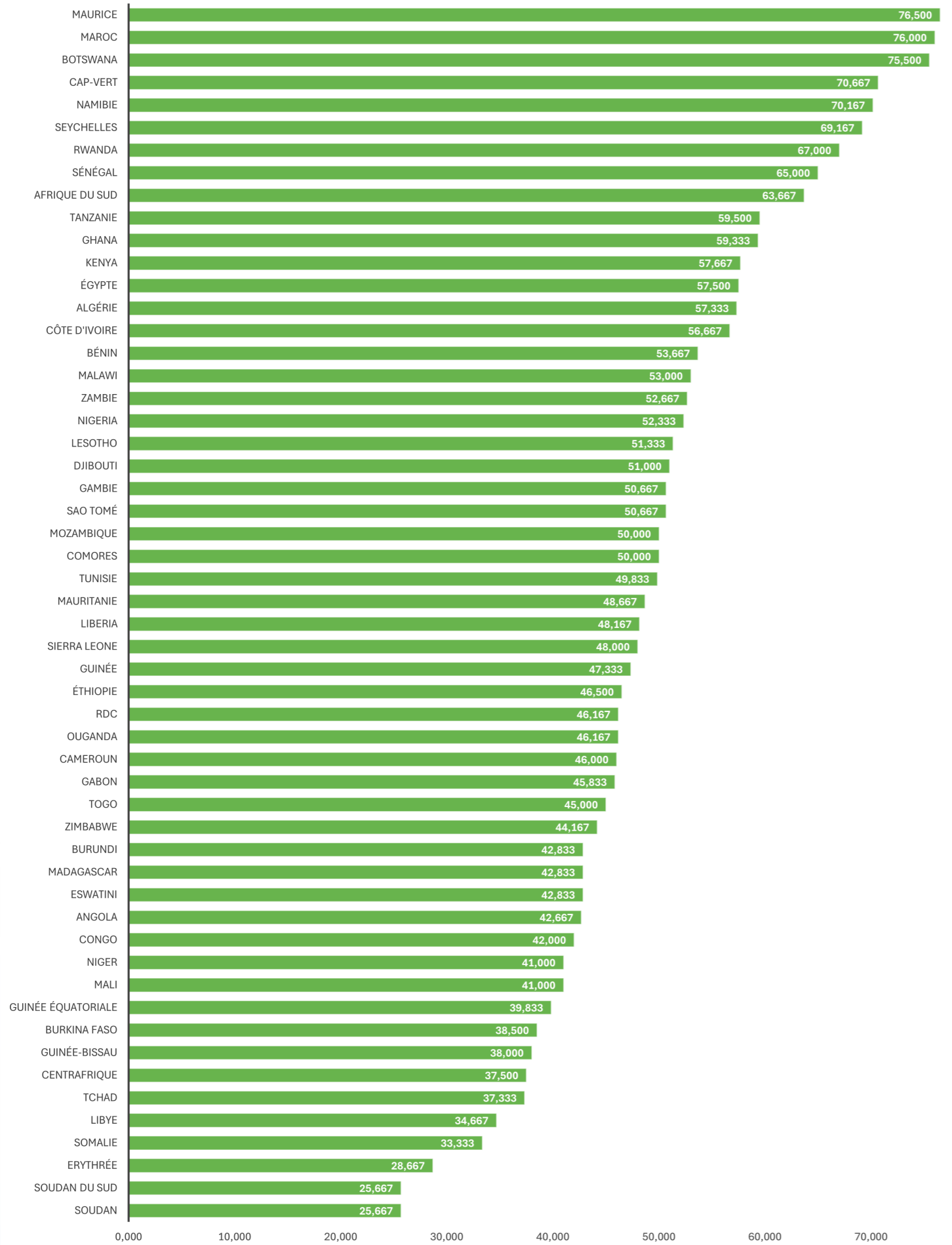
## III - Analyse du Classement 2025 de l'Indice de Stabilité en Afrique

En 2025, la stabilité africaine se trouve au cœur des recompositions géopolitiques et économiques mondiales. Face à la montée des tensions régionales, à la fragilisation de certains États et à la persistance de menaces transnationales — qu'elles soient sécuritaires, climatiques ou sociales —, la résilience institutionnelle devient plus que jamais un indicateur clé de la performance des nations africaines. Si plusieurs pays parviennent à consolider leurs équilibres internes grâce à des réformes de gouvernance, à la modernisation de leurs institutions et à la cohésion nationale, d'autres demeurent exposés à des crises récurrentes affectant la confiance des investisseurs et la continuité des politiques publiques.

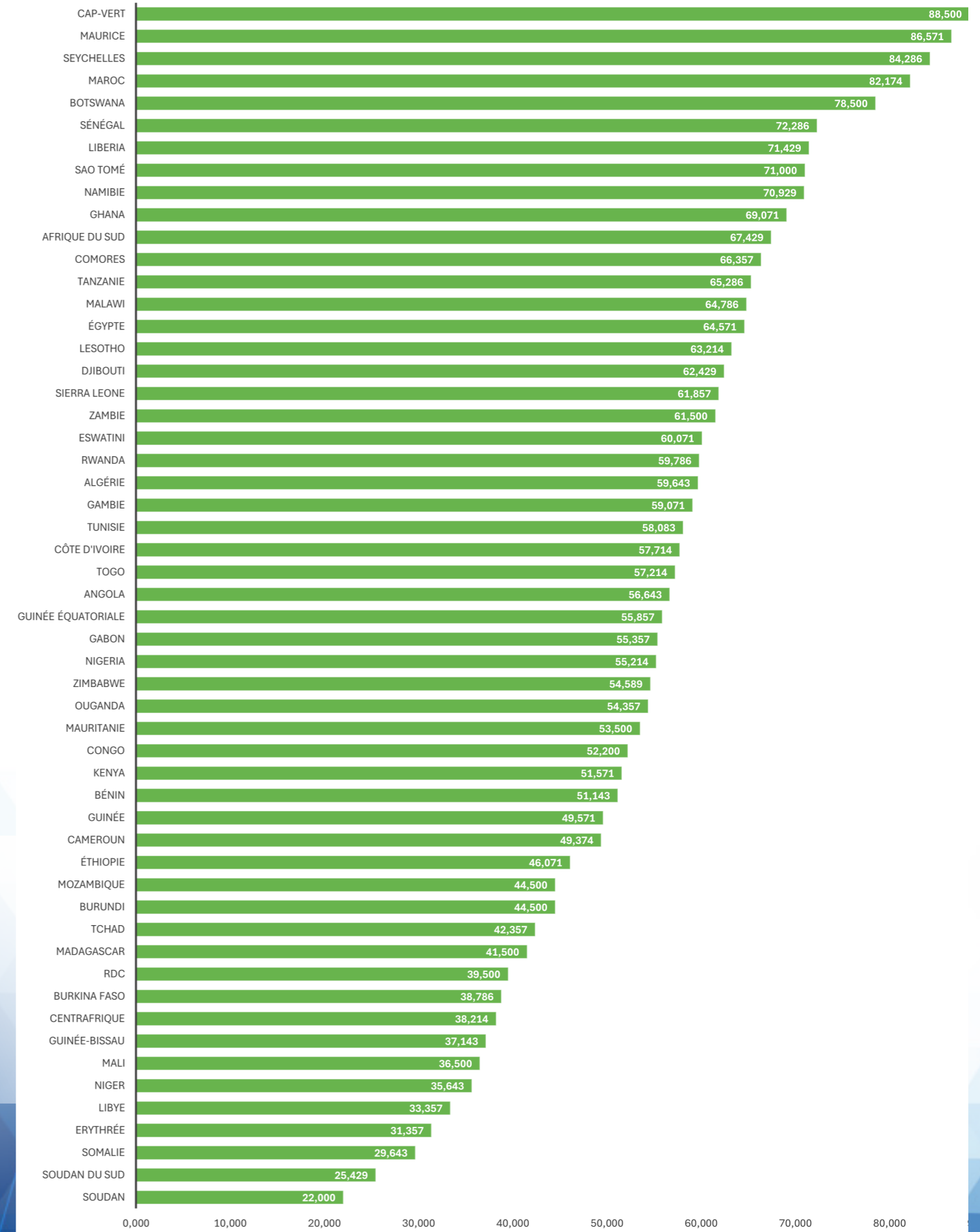
L'**Indice de Stabilité en Afrique 2025** de l'Institut Amadeus met ainsi en lumière les écarts croissants entre les modèles de gouvernance résilients et les systèmes fragilisés par l'instabilité politique ou la vulnérabilité socio-économique. Dans un contexte mondial de fragmentation, il souligne que la durabilité de la croissance africaine dépend désormais de la capacité des États à préserver la sécurité, à renforcer la transparence et à consolider la confiance institutionnelle — véritables fondations d'une stabilité pérenne et inclusive.



## Résilience de l'Etat

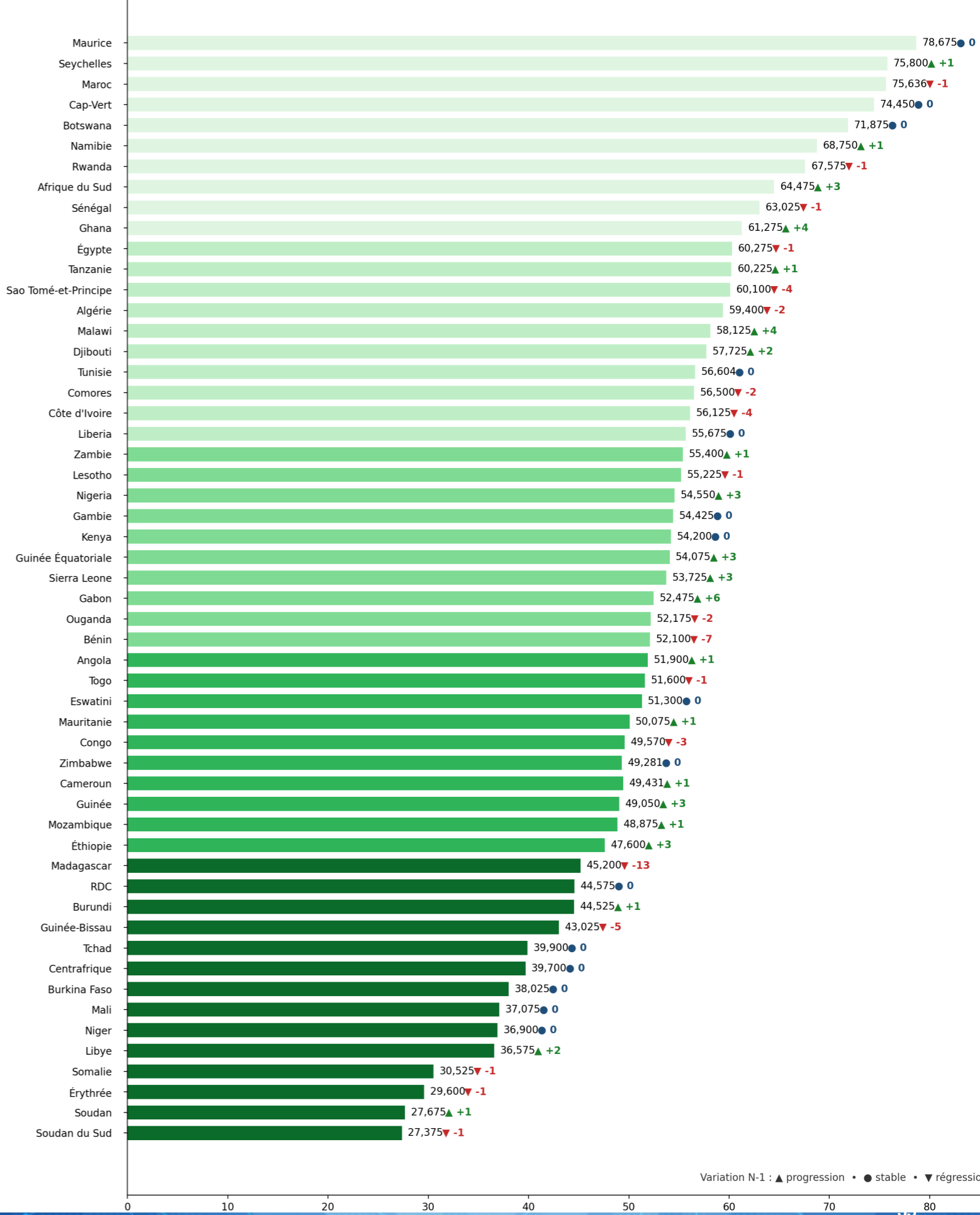
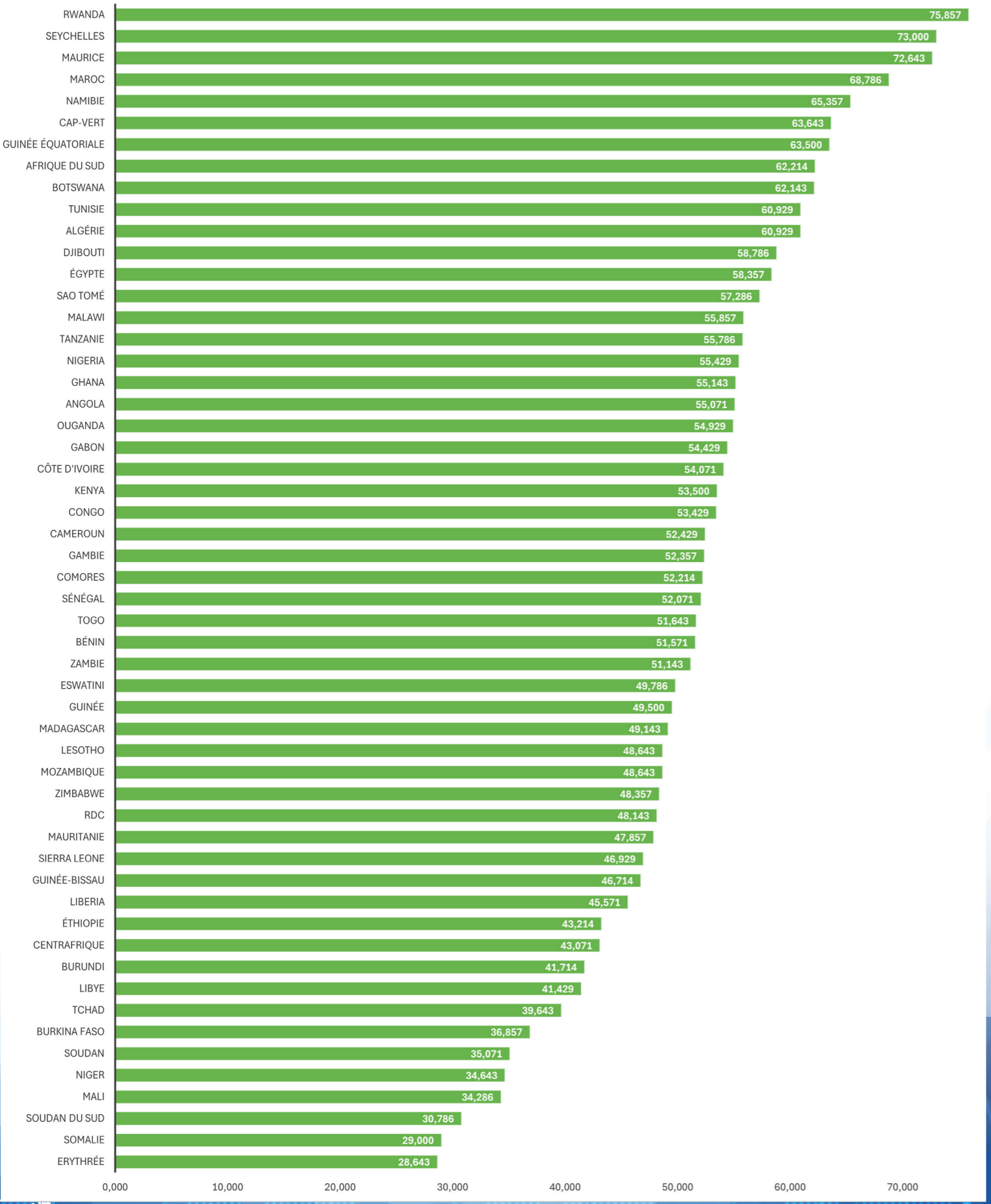


## Sociologie de l'Etat, contrôle de la violence et sécurité



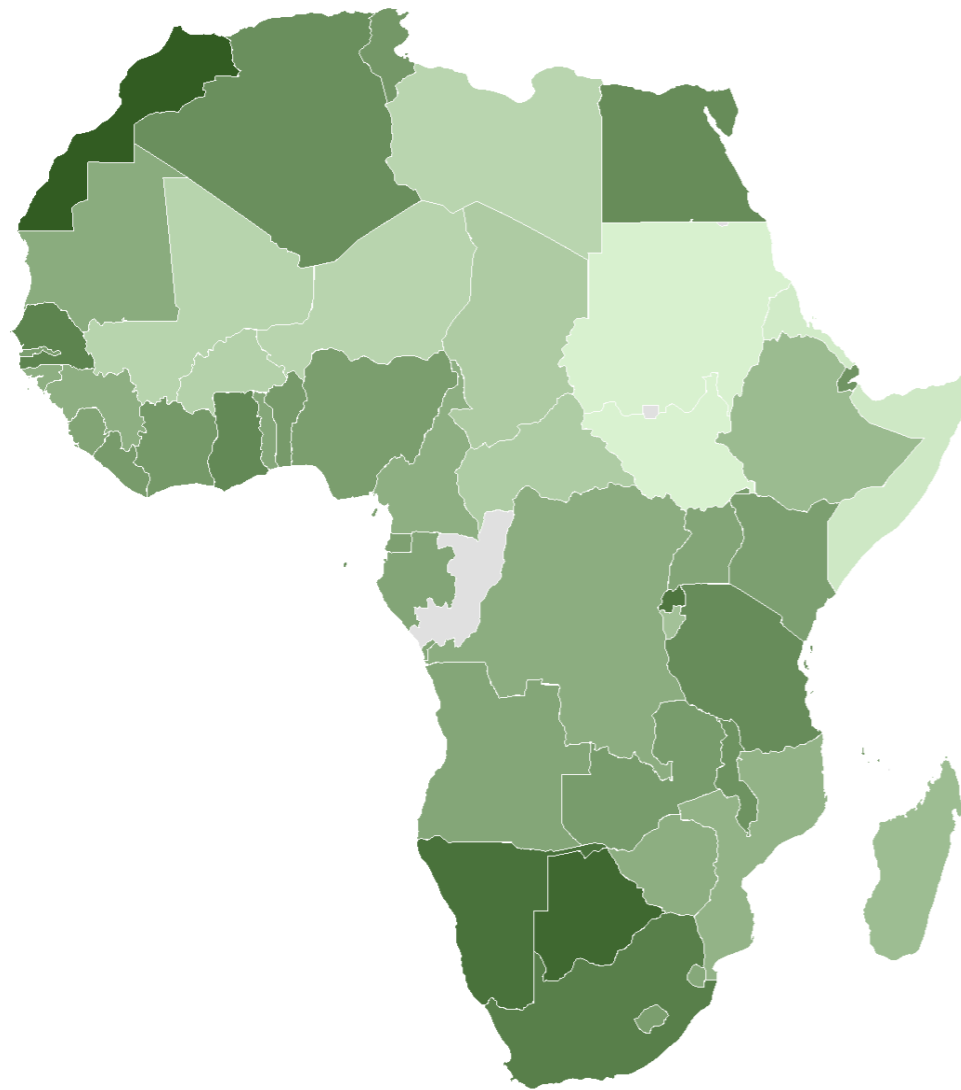
# Indice Global de Stabilité en Afrique 2025 de l'Institut Amadeus

## Vulnérabilités sociales et environnementales



Variation N-1 : ▲ progression • ● stable ▼ régression

## Indice Global de Stabilité en Afrique 2025 de l'Institut Amadeus



## Classement et notation par pays et par composantes de l'Indice d'Attractivité en Afrique 2025 de l'Institut Amadeus

Rang	Pays	Note Finale Indice de Stabilité 2025	Résilience de l'Etat	Vulnérabilités sociales et environnementales	Sociologie de l'Etat, contrôle de la violence et sécurité
1	Maurice	78,675	76,5	72,64	86,57
2	Seychelles	75,8	69,17	73	84,29
3	Maroc	75,636	76	68,79	82,17
4	Cap-Vert	74,45	70,67	63,64	88,5
5	Botswana	71,875	75,5	62,14	78,5
6	Namibie	68,75	70,17	65,36	70,93
7	Rwanda	67,575	67	75,86	59,79
8	Afrique du Sud	64,475	63,67	62,21	67,43
9	Sénégal	63,025	65	52,07	72,29
10	Ghana	61,275	59,33	55,14	69,07
11	Égypte	60,275	57,5	58,36	64,57
12	Tanzanie	60,225	59,5	55,79	65,29
13	Sao Tomé	60,1	50,67	57,29	71
14	Algérie	59,4	57,33	60,93	59,64
15	Malawi	58,125	53	55,86	64,79
16	Djibouti	57,725	51	58,79	62,43
17	Tunisie	56,604	49,83	60,93	58,08
18	Comores	56,5	50	52,21	66,36
19	Côte d'Ivoire	56,125	56,67	54,07	57,71
20	Liberia	55,4	48,17	45,57	71,43
21	Zambie	55,225	52,67	51,14	61,5
22	Lesotho	54,55	51,33	48,64	63,21
23	Nigeria	54,425	52,33	55,43	55,21
24	Gambie	54,2	50,67	52,36	59,07
25	Kenya	54,075	57,67	53,5	51,57
26	Guinée Équatoriale	53,725	39,83	63,5	55,86
27	Sierra Leone	52,475	48	46,93	61,86
28	Gabon	52,175	45,83	54,43	55,36
29	Ouganda	52,1	46,17	54,93	54,36
30	Bénin	52,05	53,67	51,57	51,14
31	Angola	51,9	42,67	55,07	56,64
32	Togo	51,6	45	51,64	57,21
33	Eswatini	51,3	42,83	49,79	60,07
34	Mauritanie	50,075	48,67	47,86	53,5
35	Congo	49,57	42	53,43	52,2
36	Zimbabwe	49,281	44,17	48,36	54,59
37	Cameroun	49,431	46	52,43	49,37
38	Guinée	48,875	47,33	49,5	49,57
39	Mozambique	47,6	50	48,64	44,5
40	Éthiopie	45,2	46,5	43,21	46,07
41	Madagascar	44,575	42,83	49,14	41,5
42	RDC	44,525	46,17	48,14	39,5
43	Burundi	43,025	42,83	41,71	44,5
44	Guinée-Bissau	40,75	38	46,71	37,14
45	Tchad	39,9	37,33	39,64	42,36
46	Centrafrique	39,7	37,5	43,07	38,21
47	Burkina Faso	38,025	38,5	36,86	38,79
48	Mali	37,075	41	34,29	36,5
49	Niger	36,9	41	34,64	35,64
50	Libye	36,575	34,67	41,43	33,36
51	Somalie	30,525	33,33	29	29,64
52	Erythrée	29,6	28,67	28,64	31,36
53	Soudan	27,675	25,67	35,07	22
54	Soudan du Sud	27,375	25,67	30,79	25,43

## 1- Une Afrique traversée par des contrastes politiques et sécuritaires

L'année 2025 consacre la **bipolarisation du continent africain** en matière de stabilité: d'un côté, un noyau dur de pays stables et résilients consolidant leurs institutions ; de l'autre, un arc d'instabilité qui s'étend du Sahel à la Corne de l'Afrique, en passant par les Grands Lacs.

**L'indice de stabilité moyen africain progresse légèrement (+0,3 point)**, mais cet apparent apaisement masque une réalité hétérogène : **16 pays améliorent leur score, 8 stagnent et 30 enregistrent un recul.**

La montée des tensions géopolitiques et sécuritaires régionales (Sahel, Est de la RDC, Soudan), les transitions militaires (Madagascar, Guinée-Bissau, Gabon, Guinée), et les cycles électoraux à haut risque composent une mosaïque politique complexe.

La stabilité ne se réduit plus à la seule absence de conflit : elle s'exprime désormais dans **la résilience des institutions, la maîtrise des vulnérabilités sociales et environnementales, et la capacité des États à contrôler la violence** sur leur territoire.

## 2- Top 10 : stabilité structurelle et gouvernance de long terme

### Maurice : un pilier de stabilité à l'échelle continentale

Avec **78,68 points**, **Maurice** conserve la première place du classement.

La stabilité politique, la discipline budgétaire et la sécurité publique élevée (86,57) continuent d'en faire un modèle régional.

La gouvernance participative, la solidité institutionnelle et l'efficacité des politiques sociales assurent **une résilience d'État parmi les plus fortes d'Afrique (76,5)**.

La seule fragilité : la dépendance aux flux touristiques et la vulnérabilité climatique.

### Seychelles : la stabilité insulaire consolidée

Les **Seychelles (75,80 points)** progressent d'une place grâce à la qualité de leur administration et à un contrôle remarquable de la criminalité. L'archipel combine **sécurité élevée (84,29)** et gouvernance locale efficace, dans un modèle proche de Maurice: petite taille de marché, mais forte cohésion sociale et transparence politique.

### Maroc : la stabilité systémique du modèle marocain

**Le Maroc (75,64 points)** conserve son podium malgré un léger recul (-1 place).

Ses trois piliers sont solides : **résilience (76,00), sécurité (82,17) et vulnérabilités maîtrisées (68,79)**.

Le pays bénéficie d'un équilibre rare entre institutions solides, stabilité monarchique et politiques sociales de long terme. Les réformes de gouvernance économique, de décentralisation et de digitalisation de l'État consolident son contrat politique national, tandis que sa diplomatie proactive renforce sa stature régionale. Les vulnérabilités sociales et climatiques, en revanche, appellent à un renforcement des politiques territoriales inclusives et à un meilleur équilibre dans la cohérence des politiques publiques.

### Cap-Vert : la paix institutionnelle comme capital politique

Le **Cap-Vert (74,45)** demeure un bastion de stabilité démocratique.

**La sécurité (88,50) et la résilience (70,67)** compensent une légère vulnérabilité sociale liée à l'insularité. L'archipel illustre la capacité des petites démocraties africaines à convertir la bonne gouvernance en stabilité durable.

### Botswana : prudence budgétaire et continuité politique

Avec une note de **71,88**, le **Botswana** reste une référence. Sa stabilité repose sur une gouvernance budgétaire rigoureuse et une justice efficace. Les vulnérabilités sociales (62,14) persistent, mais la prévisibilité du système politique protège l'investissement et la cohésion nationale.

### Namibie et Rwanda : stabilité par la discipline

**Namibie (68,75) et Rwanda (67,58)** occupent le cœur du peloton.

La première affiche un équilibre global entre résilience, sécurité et cohésion, portée par un modèle administratif robuste. Le second combine gouvernance performante et faible tolérance à la corruption, mais pâtit d'une perception sécuritaire mitigée (59,79) du fait de tensions régionales et du conflit avec la RDC.

### Afrique du Sud : retour progressif à la normalité

L'**Afrique du Sud (64,48)** regagne trois places grâce à l'amélioration du climat énergétique : plus de cinq mois sans délestage à l'automne 2025, renforçant **la résilience institutionnelle (63,67)** et réduisant les tensions sociales. Les défis restent majeurs — chômage et inégalités — mais la reprise industrielle et la discipline monétaire stabilisent le pays.

## Sénégal : transition démocratique réussie

Le **Sénégal (63,03)** maintient son rang malgré une année de transition politique.

Les réformes institutionnelles, la continuité diplomatique et l'exploitation gazière imminente soutiennent la résilience (65,00). Le nouveau pouvoir affiche une stratégie de long terme (Vision 2050) qui rassure les investisseurs et les partenaires.

## Ghana : retour de la confiance

Le **Ghana (61,28)** entre dans le top 10 grâce à une meilleure gestion monétaire et à la reprise du dialogue social. Après la crise de 2022-2023, le pays renoue avec la stabilité macro et un renforcement du cadre institutionnel.

## 3- Les évolutions contrastées du milieu de tableau

### Progrès notables

- **Gabon (+5 places, 29<sup>e</sup>)** : la transition post-coup d'État de 2023 reste sous contrôle. L'adoption d'un calendrier électoral pour 2025 et le maintien du calme social ont restauré partiellement la confiance institutionnelle.
- **Ghana et Malawi (+4)** : progrès de la gouvernance économique et sociale.
- **Bénin (+3)** : stabilité institutionnelle confirmée, succession de Patrice Talon préparée de manière ordonnée.
- **Djibouti (+2)** : solidité logistique mais endettement toujours élevé.
- **Sierra Leone (+2)** : consolidation du dialogue politique post-électoral.

### Reculs marquants

- **Madagascar (-14, 42<sup>e</sup>)** : la chute la plus spectaculaire, conséquence directe de la prise de pouvoir militaire d'octobre 2025. Le colonel Randrianirina dirige une transition sans légitimité civile, et le pays plonge dans l'incertitude.
- **Côte d'Ivoire (-4)** : polarisation pré-électorale autour de la candidature d'Alassane Ouattara à un 4<sup>e</sup> mandat. La stabilité institutionnelle demeure, mais le risque post-scrutin est réel.
- **Guinée-Bissau (-3)** : exclusion de l'opposition des législatives de novembre 2025, crise de légitimité annoncée.
- **Centrafrique (-2)** : dépendance accrue à des forces étrangères et lente érosion de la souveraineté sécuritaire.

- **RDC (-2)** : dégradation dramatique de la sécurité à l'Est, facteur majeur d'instabilité régionale, malgré l'Accord de Washington.

## 4- Crises et fragilités structurelles

### Madagascar : un pays en suspension

Le renversement d'Andry Rajoelina par un mouvement social et militaire marque la fin d'une décennie de stabilité relative. La transition militaire affaiblit la légitimité institutionnelle et accroît la précarité sociale. Sans calendrier électoral clair, **Madagascar glisse vers un scénario de stagnation prolongée.**

### Côte d'Ivoire : une stabilité conditionnée par l'après-élection

**L'élection présidentielle de 2025** s'est déroulée dans un climat politiquement tendu, marqué par des contestations de l'opposition et une vigilance accrue des partenaires internationaux. Si la stabilité structurelle du pays demeure un atout majeur en Afrique de l'Ouest, la séquence électorale a ravivé des clivages persistants. La capacité des autorités à gérer l'après-élection et à préserver la cohésion sociale sera déterminante pour la trajectoire de stabilité à court terme.

### Guinée : test de retour à l'ordre civil

La **présidentielle du 28 décembre 2025** constitue un moment charnière. La junte promet une restitution du pouvoir aux civils, avec un engagement de non-candidature des officiers. Si le scrutin est libre et crédible, la Guinée pourrait regagner 2-3 places en 2026 ; sinon, le risque de polarisation sociale reste élevé.

### Guinée-Bissau : basculement confirmé vers l'instabilité institutionnelle

**Le coup d'État du 26 novembre 2025** marque une rupture nette de l'ordre constitutionnel et confirme la fragilité structurelle des institutions bissau-guinéennes. Cet événement consacre l'échec du processus politique et électoral, déjà affaibli par des exclusions répétées de l'opposition et une gouvernance contestée. En l'absence d'une médiation régionale forte et crédible, la Guinée-Bissau s'inscrit durablement dans une zone de forte instabilité politique et institutionnelle.

### Bénin : stabilité fragilisée, pluralisme menacé

Le Bénin conserve des fondamentaux macroéconomiques solides et une capacité de pilotage budgétaire reconnue. Toutefois, la tentative de coup d'État récemment déjouée et le rétrécissement de l'espace politique introduisent un facteur de vulnérabilité inédit. Les prochaines élections constitueront un test décisif de la capacité du pays à concilier continuité économique et stabilité politique durable.

## Centrafrique : dépendance sécuritaire et verrouillage politique

Le pouvoir du Président Touadéra s'appuie désormais quasi exclusivement sur des forces étrangères (Russie/Africa Corps). Les institutions locales restent faibles, et les élections locales annoncées fin 2025 peinent à se matérialiser. La stabilité apparente repose sur un **équilibre militaire exogène**, non sur une résilience interne.

## 5- Le cas critique de la République Démocratique du Congo et ses répercussions dans la sous-région

### Détérioration brutale à l'Est

Depuis septembre 2025, malgré la signature d'un accord de cessez-le-feu et d'un Accord de paix, parrainés par le Président Trump, le **mouvement M23**, soutenu par le **Rwanda** selon Kinshasa et des rapports onusiens, a intensifié ses offensives. Les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont en proie à des combats entre les FARDC et les rebelles, provoquant plus de **1,5 million de nouveaux déplacés internes**.

Les villes de **Rutshuru, Masisi et Sake** subissent des destructions massives, et la capitale provinciale **Goma** est sous tension. Les opérations de la **MONUSCO** arrivent à leur terme sans succès durable, tandis que la diplomatie régionale (EAC, UA) piétine.

### Impacts sur les trois piliers de l'indice

- **Sécurité** : effondrement total dans l'Est, atteignant des niveaux comparables à ceux du Soudan ;
- **Résilience** : l'État concentre 45 % de son budget sur la défense, au détriment des services publics ;
- **Vulnérabilités sociales** : explosion humanitaire, fermeture d'écoles, famine locale.

### Répercussions régionales

Malgré l'Accord de Washington, le conflit fragilise la **Communauté d'Afrique de l'Est**, accroît les tensions diplomatiques entre **Kigali et Kinshasa**, alimente un climat de méfiance généralisé et dégrade la perception de stabilité de l'ensemble des pays de cette sous-région. La RDC, 43<sup>ème</sup> en 2025, pourrait rejoindre le dernier quintile du classement si aucune médiation ne réussit d'ici 2026.

## 6- Autres foyers de fragilité persistante

- **Soudan et Soudan du Sud** : guerre civile prolongée, effondrement institutionnel, déplacement de millions de personnes.
- **Sahel central (Mali, Niger, Burkina Faso)** : retrait des forces internationales, isolement diplomatique, union de façade au sein de l'Alliance des États du Sahel.
- **Éthiopie** : accalmie relative après le conflit du Tigré, mais violences interethniques résiduelles.
- **Somalie** : persistance des attaques d'Al-Shabaab et tensions entre autorités fédérales et régionales.

Dans l'ensemble, le **bassin sahélien et la Corne de l'Afrique** concentrent encore plus de la moitié des États en dessous de 50 points.

## 7- Stabilité et gouvernance : le temps des choix pour l'Afrique

L'édition 2025 des **Indices de Stabilité et d'Attractivité de l'Institut Amadeus** met en lumière une Afrique traversée par de profondes recompositions politiques, économiques et sécuritaires.

Dans un environnement mondial marqué par les tensions géopolitiques, les fractures régionales et la pression croissante des risques climatiques, **la stabilité politique et institutionnelle** apparaît plus que jamais comme la pierre angulaire du développement durable du continent.

La **résilience des États**, la **qualité de la gouvernance** et la **cohérence des politiques publiques** demeurent les déterminants essentiels de la confiance et de la prospérité. Les pays dotés d'institutions solides et d'une gouvernance prévisible parviennent à transformer la stabilité en moteur de croissance, tandis que d'autres, fragilisés par des transitions prolongées ou des crises récurrentes, peinent à rétablir la confiance et à garantir la continuité de l'État.

Cette dualité illustre la réalité d'une **Afrique à deux vitesses** :

- une **Afrique institutionnelle**, solide, gouvernée, prévisible ;
- et une **Afrique fragmentée**, marquée par des conflits armés, des transitions non abouties et une vulnérabilité sociale persistante.

## Consolider les transitions démocratiques

L'Afrique de 2025 demeure marquée par plusieurs processus de transition politique.

Les efforts doivent désormais se concentrer sur **le retour rapide à l'ordre constitutionnel en Guinée, au Gabon et à Madagascar**, par le biais d'un accompagnement technique et politique renforcé. L'Union africaine et les communautés régionales devraient promouvoir la **médiation africaine, la supervision électorale indépendante et la formation des autorités de transition**, afin d'ancrer durablement la légitimité démocratique et la confiance institutionnelle.

## Prioriser la sécurité régionale intégrée

La prolifération des foyers d'instabilité, notamment dans le **Sahel central, l'Est de la RDC et la Corne de l'Afrique**, confirme la nécessité d'une **approche collective et coordonnée**.

Le renforcement des **dispositifs sécuritaires conjoints** (EAC, CEDEAO, CEEAC) et la **mutualisation des capacités de renseignement** deviennent prioritaires.

La stabilisation durable de l'Est congolais passe par la mise en place d'une **mission africaine de dissuasion crédible**, articulée avec les efforts diplomatiques régionaux, pour restaurer la confiance et prévenir la contagion des crises.

## Renforcer la résilience institutionnelle et sociale

La stabilité de long terme exige des institutions solides, inclusives et modernes. La **digitalisation des administrations, la réforme de la justice, la transparence budgétaire** et la **lutte contre la corruption** doivent être accélérées pour renforcer la crédibilité de l'État.

Parallèlement, la mise en œuvre de **programmes de protection sociale ciblés** – notamment en faveur des femmes, des jeunes et des populations rurales – permettra d'atténuer les vulnérabilités et de réduire les risques de tensions sociales.

## Anticiper les risques climatiques et environnementaux

Les dérèglements climatiques représentent un **nouveau défi de stabilité**.

Les États africains doivent élaborer des **plans nationaux d'adaptation**, renforcer la **résilience des infrastructures** et instaurer une **gestion concertée des ressources hydriques transfrontalières**. L'adaptation climatique doit devenir un axe central des politiques publiques et des financements internationaux, car les pressions environnementales sont aujourd'hui des facteurs directs d'instabilité politique, alimentaire et sociale.

## La stabilité africaine sous tension électorale et géopolitique

L'édition 2025 de l'**Indice de Stabilité en Afrique** révèle un continent à un **carrefour décisif**.

L'Afrique se divise entre des États consolidés, où la gouvernance et la planification produisent des effets tangibles, et des zones fragiles, encore soumises à l'instabilité institutionnelle ou à la violence politique. Les réussites enregistrées dans certains pays — fondées sur la rigueur institutionnelle, la transparence et la cohérence du développement — prouvent que la stabilité **se construit dans la durée** : elle ne se décrète pas, elle se bâtit, elle se consolide et elle s'évalue.

À l'inverse, la dérive institutionnelle de certains États, la persistance du conflit à l'Est de la RDC et la fragilité du Sahel rappellent que **sans sécurité ni gouvernance inclusive, la résilience s'effondre rapidement**. La stabilité africaine demeure ainsi **sous tension électorale et géopolitique**, fragilisée par la simultanéité des crises mais renforcée par l'émergence d'une nouvelle génération de réformes structurelles et de coopérations régionales.

L'année 2026 constituera une **année de vérité pour l'Afrique politique**. Entre réformes consolidantes, échéances électorales majeures et pressions sociales, les États devront démontrer leur capacité à **transformer la stabilité institutionnelle en paix durable et en confiance collective**. L'avenir du continent dépendra de la volonté des dirigeants africains de replacer la **gouvernance, la sécurité partagée** et la **résilience sociale** au cœur de leurs priorités.

**La stabilité africaine de demain sera celle des institutions légitimes, des sociétés inclusives et des coopérations régionales effectives**. C'est à cette condition que l'Afrique pourra transformer sa stabilité politique en prospérité, et sa résilience en influence durable.

## IV - Évolution 2020–2025 des Indices de Stabilité et d'Attractivité en Afrique

### 1. Une période charnière : cinq années de recomposition du paysage africain

Entre 2020 et 2025, l'Afrique a connu une transformation politique, économique et institutionnelle d'une ampleur inédite depuis deux décennies. Cette période, marquée par la succession de chocs mondiaux — pandémie, tensions géopolitiques, inflation mondiale, conflits régionaux et réorganisation des flux d'investissement —, a profondément redessiné la carte de la **stabilité** et de l'**attractivité** du continent.

La lecture combinée des deux indices produits par l'Institut Amadeus met en lumière une tendance claire : la **convergence croissante entre gouvernance, sécurité et compétitivité économique**. Autrement dit, **les pays les plus stables sont désormais aussi les plus attractifs**, et réciproquement. Cette complémentarité, désormais mesurable, consacre l'émergence d'un modèle africain fondé sur trois piliers : la résilience institutionnelle, la prévisibilité réglementaire et la diversification productive.

## 2. La stabilité : socle de confiance et baromètre politique

### Évolution du Classement de l'Indice de Stabilité en Afrique (2020 – 2025)

Pays	2025	2024	2023	2022	2021	2020	Variation 2020–2025
Maurice	1	1	1	1	1	2	▲ +1
Seychelles	2	3	2	2	4	4	▲ +2
Maroc	3	2	3	3	3	5	▲ +2
Cap-Vert	4	4	4	4	5	3	▼ -1
Botswana	5	5	5	5	2	1	▼ -4
Namibie	6	7	7	7	6	6	■ 0
Rwanda	7	6	6	10	9	9	▲ +2
Afrique du Sud	8	11	10	9	7	7	▼ -1
Sénégal	9	8	17	11	12	13	▲ +4
Ghana	10	14	16	12	13	12	▲ +2
Égypte	11	10	9	15	20	33	▲ +22
Tanzanie	12	13	13	14	11	10	▼ -2
Sao Tomé-et-Principe	13	9	8	6	8	8	▼ -5
Algérie	14	12	11	17	16	15	▲ +1
Malawi	15	19	21	29	25	20	▲ +5
Djibouti	16	18	18	31	38	43	▲ +27
Tunisie	17	17	15	13	14	14	▼ -3
Comores	18	16	12	8	10	11	▼ -7
Côte d'Ivoire	19	15	14	25	29	30	▲ +11
Liberia	20	20	20	28	23	23	▲ +3
Zambie	21	22	30	22	19	24	▲ +3
Lesotho	22	21	23	22	17	17	▼ -5
Nigeria	23	26	19	18	15	16	▼ -7
Gambie	24	24	27	33	40	44	▲ +20
Kenya	25	25	24	24	28	25	■ 0
Guinée équatoriale	26	29	25	21	21	22	▼ -4
Sierra Leone	27	30	22	20	24	28	▼ -1
Gabon	28	34	35	34	32	32	▲ +4
Ouganda	29	27	31	16	18	18	▼ -11
Bénin	30	23	29	37	33	37	▲ +7
Angola	31	32	33	40	36	39	▲ +8
Togo	32	31	26	23	26	21	▼ -11
Eswatini	33	33	28	27	22	19	▼ -14
Mauritanie	34	35	37	32	44	42	▲ +8
Congo	35	32	32	30	30	29	▼ -6
Zimbabwe	36	36	38	39	41	36	■ 0
Cameroun	37	38	39	38	37	38	▲ +1
Guinée	38	41	36	45	42	42	▲ +4
Mozambique	39	40	41	35	34	35	▼ -4
Éthiopie	40	43	40	36	27	27	▼ -13
Madagascar	41	28	43	46	35	31	▼ -10
RDC	42	42	34	26	31	26	▼ -16
Burundi	43	44	42	43	47	49	▲ +6
Guinée-Bissau	44	39	44	42	50	47	▲ +3
Tchad	45	45	45	51	48	48	▲ +3
Centrafrique	46	46	46	52	51	50	▲ +4
Burkina Faso	47	47	47	49	43	40	▼ -7
Mali	48	48	50	48	45	41	▼ -7
Niger	49	49	49	44	39	34	▼ -15
Libye	50	52	52	47	46	45	▼ -5
Somalie	51	50	53	54	54	54	▲ +3
Érythrée	52	51	48	41	49	46	▼ -6
Soudan	53	54	54	53	52	52	▼ -1
Soudan du Sud	54	53	51	50	53	53	▼ -1

## Une stabilité polarisée entre résilience et fragilité

**Maurice, Seychelles, Maroc, Cap-Vert** et **Botswana** dominent la hiérarchie depuis cinq ans, illustrant la durabilité des États à gouvernance consolidée. À l'inverse, le **Sahel central**, la **Corne de l'Afrique** et certaines zones des Grands Lacs concentrent l'essentiel de l'instabilité chronique.

La **pandémie de 2020** a initialement fragilisé les équilibres sociaux et budgétaires, mais elle a aussi servi de révélateur : les États disposant d'administrations solides, d'un tissu social cohérent et de mécanismes de planification résilients ont surmonté le choc plus rapidement.

La **stabilité n'est donc plus seulement institutionnelle**, elle est devenue **fonctionnelle**.

## Les grands gagnants de la période 2020–2025

Plusieurs pays se distinguent par une amélioration nette et durable de leur stabilité :

Pays	Gain net (2020–2025)	Facteurs explicatifs
Égypte	+22 places (33 <sup>e</sup> → 11 <sup>e</sup> )	Réformes structurelles, contrôle institutionnel et soutien du Golfe
Djibouti	+27 places (43 <sup>e</sup> → 16 <sup>e</sup> )	Gouvernance logistique et stabilité politique renforcée
Ghana	+2 places (12 <sup>e</sup> → 10 <sup>e</sup> )	Retour à la stabilité macro et institutionnelle
Malawi	+5 places (20 <sup>e</sup> → 15 <sup>e</sup> )	Transition démocratique réussie, gouvernance locale consolidée
Gabon	+9 places (18 <sup>e</sup> → 29 <sup>e</sup> après une transition ordonnée)	Reconfiguration du pouvoir sans effondrement institutionnel

Ces trajectoires confirment que **la stabilité politique est le produit d'une gouvernance anticipative** et non d'une simple absence de crise.

## Les champions de la résilience

Depuis 2020, cinq pays se distinguent par la constance et la solidité de leurs institutions :

- **Maurice**, en tête ininterrompue depuis 2021, demeure le modèle de gouvernance démocratique et de discipline budgétaire.
- **Les Seychelles** consolident leur stabilité sociale et environnementale grâce à une gouvernance inclusive et durable.
- **Le Maroc** se maintient dans le trio de tête, illustrant la continuité institutionnelle et la stabilité politique dans un contexte régional et global fragmenté.

• **Le Cap-Vert et le Botswana** complètent le quintet de stabilité structurelle africaine, combinant démocratie apaisée et gestion rigoureuse des finances publiques.

Derrière eux, la **Namibie, le Rwanda** et l'**Afrique du Sud** incarnent une stabilité régulée, fondée sur des institutions fortes et une gouvernance prudente. Leur constance entre 2020 et 2025 confirme l'existence d'un **noyau dur africain de résilience démocratique**.

## Les zones de turbulence

À l'inverse, la période a été marquée par la montée des **crises politiques et militaires** dans plusieurs États :

- **Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée et Gabon** ont connu des transitions militaires successives, entraînant un recul moyen de 10 à 20 points sur l'indice.
- **Madagascar**, victime d'un putsch en octobre 2025, enregistre la plus forte chute du continent (-14 places).
- En **RDC**, le conflit persistant à l'Est avec le mouvement M23, soutenu par le Rwanda, a accentué la dégradation sécuritaire et sapé la confiance des investisseurs.

Le **Sahel** demeure la région la plus instable, minée par la fragmentation des États et la montée d'alliances militaires régionales (Alliance des États du Sahel, AES).

La **Corne de l'Afrique** (Éthiopie, Somalie, Érythrée) reste affectée par des conflits internes, des transitions incertaines et des tensions frontalières.

## Les enseignements structurels

Trois leçons majeures se dégagent de la période 2020–2025 :

- 1. La stabilité africaine est polarisée** : seuls douze pays dépassent le seuil d'une note de 60, contre vingt en 2015.
- 2. Les micro-États et démocraties intermédiaires résistent mieux**, car leur cohésion sociale et leur gouvernance locale amortissent les chocs.
- 3. Les transitions non planifiées coûtent cher** : chaque coup d'État entraîne une perte moyenne de 15 points de stabilité et nécessite 5 à 8 ans pour un retour à la normale.

### 3. L'attractivité : moteur économique et reflet de la gouvernance

#### Évolution du Classement de l'Indice d'Attractivité en Afrique (2020 – 2025)

Pays	2025	2024	2023	2022	2021	2020	Évolution 2020-2025
Afrique du Sud	1	2	2	2	3	2	▲ +1
Maroc	2	1	1	1	2	3	▲ +1
Égypte	3	3	3	3	6	4	▲ +1
Maurice	4	4	4	4	1	1	▼ -3
Botswana	5	5	5	5	7	6	▲ +1
Seychelles	6	7	10	8	5	8	▲ +2
Rwanda	7	6	6	9	10	13	▲ +6
Cap-Vert	8	8	7	7	8	9	▲ +1
Namibie	9	13	12	10	12	10	▲ +1
Nigeria	10	10	11	17	19	21	▲ +11
Côte d'Ivoire	11	11	9	14	11	7	▼ -4
Ghana	12	14	16	15	17	18	▲ +6
Algérie	13	12	13	13	13	11	▼ -2
Tunisie	14	9	8	6	4	5	▼ -9
Kenya	15	15	15	13	9	12	▼ -3
Sénégal	16	16	14	12	16	16	▲ 0
Tanzanie	17	18	19	18	14	19	▲ +2
Éthiopie	18	20	18	26	31	29	▲ +11
Angola	19	19	22	38	43	45	▲ +26
Djibouti	20	17	17	18	15	14	▼ -6
Ouganda	21	23	26	23	21	23	▲ +2
Zambie	22	22	21	20	20	15	▼ -7
Mauritanie	23	21	26	22	27	26	▲ +3
RDC	24	24	24	41	41	37	▲ +13
Bénin	25	25	20	24	24	25	▼ -0
Guinée Équatoriale	26	31	27	33	36	40	▲ +14
Togo	27	28	25	30	25	30	▲ +3
Malawi	28	27	28	33	37	38	▲ +10
Gabon	29	33	34	16	18	18	▼ -11
Zimbabwe	30	26	29	36	35	32	▲ +2
Mozambique	31	35	33	32	32	17	▼ -14
Cameroun	32	29	33	29	33	31	▼ -1
Liberia	33	34	36	45	46	46	▲ +13
Congo	34	32	32	27	30	34	▼ -0
Gambie	35	36	35	37	42	47	▲ +12
Guinée	36	38	37	33	34	36	▼ -0
Sierra Leone	37	39	41	49	48	49	▲ +12
Lesotho	38	30	31	21	23	20	▼ -18
Eswatini	39	39	39	28	22	27	▼ -12
Comores	40	40	42	46	44	41	▲ +1
Sao Tomé	41	41	40	25	29	33	▼ -8
Madagascar	42	42	38	42	38	35	▼ -7
Mali	43	43	44	35	28	28	▼ -15
Niger	44	44	45	43	47	44	▲ 0
Guinée-Bissau	45	45	43	48	45	43	▼ -2
Libye	46	46	47	40	39	39	▼ -7
Burkina Faso	47	47	49	31	26	24	▼ -23
Tchad	48	48	50	52	52	51	▲ +3
Burundi	49	49	48	47	49	48	▼ -1
Centrafrique	50	50	52	51	51	50	▲ 0
Soudan	51	51	46	43	40	42	▼ -9
Somalie	52	52	53	54	54	53	▲ +1
Soudan du Sud	53	53	54	53	53	54	▲ +1
Érythrée	54	54	51	50	50	52	▼ -2

#### Reprise post-Covid et différenciation économique

En matière d'attractivité, la période 2020–2025 marque un **rebond mesuré mais structurel** : +3,5 points en moyenne sur le continent. Les moteurs de ce redressement sont **la reprise des investissements directs étrangers (IDE)**, la **montée des industries vertes** et la **réorganisation logistique intra-africaine** impulsée par la ZLECAf.

Mais derrière cette moyenne, l'écart entre les économies performantes et les pays en stagnation s'est creusé. Les vingt premiers pays concentrent près de **85 % des IDE** entrants sur le continent, confirmant une **attractivité à plusieurs vitesses**.

#### Les grands gagnants 2020–2025 (gains de positions)

Pays	Facteurs explicatifs
Namibie	Hydrogène vert, diversification et stabilité macroéconomique
Angola	Réformes budgétaires et énergétiques, retour des IDE
Égypte	Relance industrielle, partenariats stratégiques
Guinée équatoriale	Gouvernance améliorée, réformes du climat d'affaires
Mozambique	Relance du projet LNG, stabilisation sécuritaire locale

Ces progressions soulignent la **corrélation entre réforme structurelle, transition énergétique et attractivité**.

## Le top 10 : diversification, énergie et stabilité

- **Afrique du Sud** retrouve en 2025 la **1<sup>re</sup> place** grâce à la stabilisation du secteur énergétique et à un regain de confiance des investisseurs dans la finance et l'industrie.
- **Le Maroc**, leader de 2021 à 2024, se classe 2<sup>e</sup>, confirmant son rôle de **pôle économique** intégré et de hub logistique et industriel majeur.
- **L'Égypte** (3<sup>e</sup>) reste la locomotive démographique et manufacturière du continent, soutenue par des partenariats avec le Golfe et la Chine.
- **Maurice** (4<sup>e</sup>) et le **Botswana** (5<sup>e</sup>) demeurent les symboles d'une attractivité fondée sur la transparence, la stabilité juridique et la prudence financière.
- **La Namibie** (+4) se distingue par son virage vers l'hydrogène vert et les investissements énergétiques durables.
- **Le Rwanda** et **les Seychelles** confirment leur position d'économies modèles de gouvernance.
- Enfin, **le Nigeria** (10<sup>e</sup>) renoue avec le top 10 après des réformes monétaires et fiscales, malgré un environnement sécuritaire encore fragile.

Ce top 10 illustre la **complémentarité directe entre stabilité politique et attractivité économique** : les pays les mieux gouvernés sont aussi ceux qui inspirent confiance aux investisseurs.

## Les économies africaines émergentes et les progressions notables

Entre 2020 et 2025, plusieurs pays enregistrent des progrès significatifs

- **Angola (+26 places)** grâce à la diversification énergétique et à l'assainissement budgétaire.
- **Namibie (+9)** avec la montée de la filière hydrogène.
- **Égypte (+30 depuis 2020)**, portée par l'expansion industrielle et les investissements étrangers.
- **Mozambique (+6)** avec la relance du gaz naturel liquéfié (LNG) à Cabo Delgado.
- **Guinée équatoriale (+14)** grâce à la réforme de son climat d'affaires.

Ces évolutions confirment que **la réforme structurelle est le principal levier d'attractivité durable**.

## Les reculs : instabilité politique et gouvernance à risque

Les pertes de rang les plus marquées concernent :

- **La Tunisie (-5)**, pénalisée par le recul démocratique et la crise économique.
- **Le Lesotho (-8)**, en proie à une instabilité politique chronique.
- **Madagascar (-5)**, frappée par la crise institutionnelle d'octobre 2025.
- **La Côte d'Ivoire** et le **Cameroun**, affectés par des tensions préélectorales et la lenteur des réformes.

L'analyse révèle une constante : **chaque fois que la stabilité institutionnelle vacille, l'attractivité s'érode immédiatement**.

## Corrélation entre stabilité et attractivité : une relation consolidée

La comparaison 2020–2025 montre une corrélation directe de 0,81 entre les deux indices.

Les pays stables attirent davantage de capitaux, et ceux qui sécurisent leurs transitions politiques gagnent en compétitivité économique.

### Trois modèles se dégagent :

- 1. Les économies à double excellence** (Maroc, Maurice, Botswana, Namibie, Cap-Vert) : gouvernance solide et économie diversifiée.
- 2. Les puissances économiques à stabilité relative** (Afrique du Sud, Égypte, Nigeria) : attractivité forte malgré une fragilité politique latente.
- 3. Les pays en transition positive** (Sénégal, Ghana, Tanzanie, Angola) : trajectoire ascendante soutenue par des réformes et une crédibilité internationale croissante.

Inversement, les États du **Sahel**, de la **Corne de l'Afrique** et de la **RDC** confirment que sans stabilité politique, l'attractivité reste illusoire.

## Dynamiques régionales croisées

- **Afrique du Nord** : dominance du Maroc et de l'Égypte ; stagnation tunisienne et algérienne.
- **Afrique australe** : bloc de stabilité et d'attractivité (Maurice, Namibie, Botswana, Afrique du Sud).
- **Afrique de l'Ouest** : contrastes entre réformistes (Ghana, Côte d'Ivoire, Bénin) et instables (Mali, Niger, Burkina Faso).
- **Afrique centrale** : recomposition post-transition (Gabon, Angola, Congo) mais fragilités persistantes.
- **Afrique de l'Est** : montée graduelle de la Tanzanie, du Kenya et de l'Éthiopie ; stabilité fragile au Rwanda et en Ouganda.

Cette diversité traduit un **continent à plusieurs vitesses**, où la stabilité politique reste la condition préalable de la performance économique.

## Convergence confirmée, fracture persistante

Entre 2020 et 2025, l'Afrique a démontré que **la stabilité et l'attractivité ne sont plus deux trajectoires parallèles**, mais les deux faces d'un même moteur de développement.

Les pays qui ont investi dans la gouvernance, la transparence et la diversification sont ceux qui ont le mieux résisté aux crises mondiales. À l'inverse, là où les institutions ont vacillé, la confiance économique s'est effondrée.

**Le cycle quinquennal 2020–2025 aura donc consacré une vérité fondamentale: en Afrique, la stabilité crée l'attractivité, et l'attractivité renforce la stabilité.** C'est cette symbiose qui fera la différence entre les nations spectatrices et les nations leaders du continent à l'horizon 2030.



# ANALYSE DU CLASSEMENT COMBINÉ STABILITÉ-ATTRACTIVITÉ EN 2025

## V - Analyse du Classement combiné Stabilité-Attractivité en 2025 : Une nouvelle lecture intégrée de la performance africaine

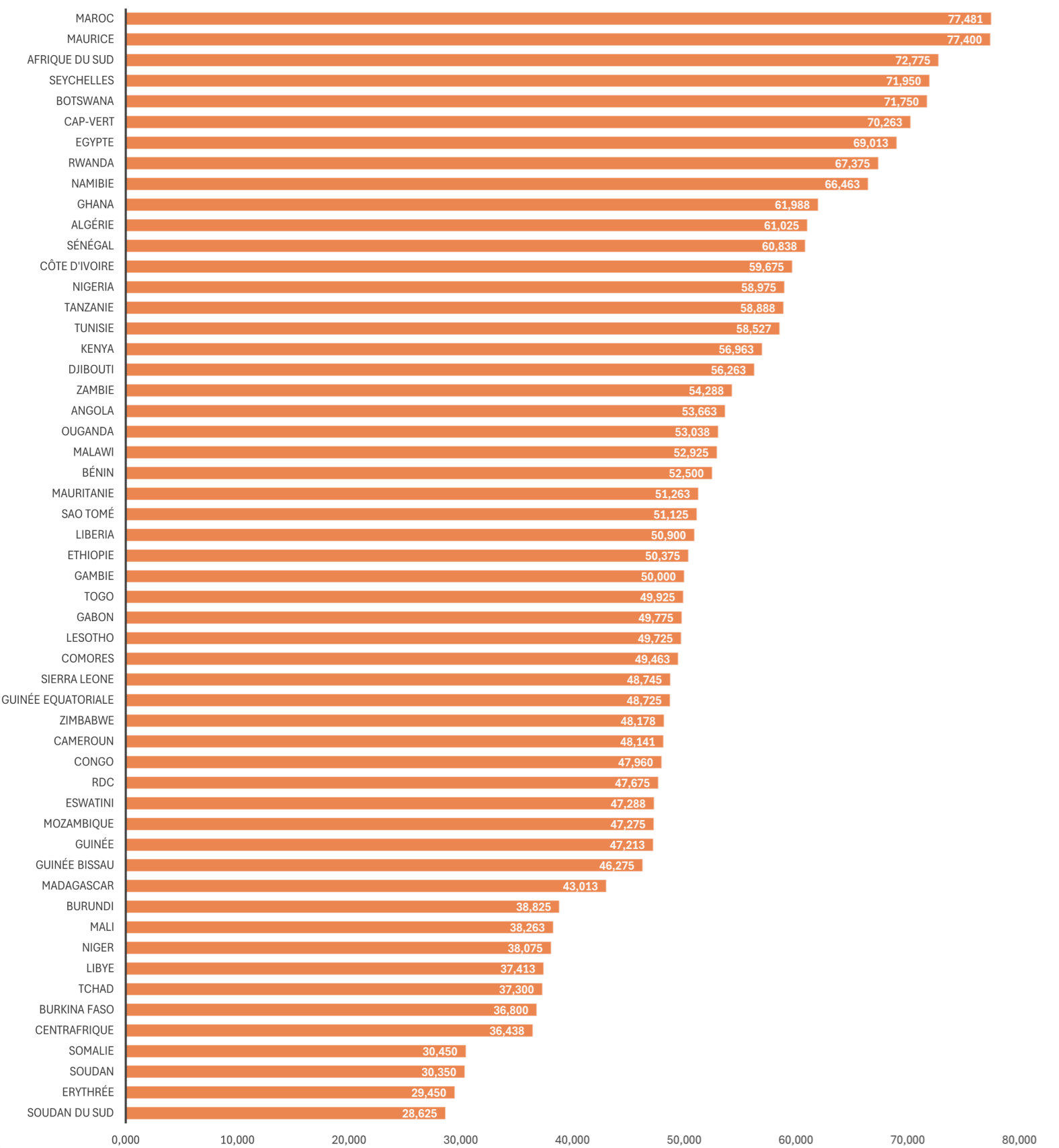
L'année 2025 marque un tournant méthodologique majeur : pour la première fois, l'Institut Amadeus présente un **indice global intégré**, combinant de manière pondérée les scores d'**Attractivité** et de **Stabilité**.

Cette approche innovante répond à une évidence observée au fil de treize éditions : **aucune attractivité économique n'est durable sans stabilité politique, sociale et institutionnelle** ; inversement, **aucune stabilité ne produit de prospérité sans dynamisme économique et ouverture commerciale**.

L'indice combiné 2025 (pondération : 50 % stabilité – 50 % attractivité) offre ainsi une **lecture systémique** du développement africain : il révèle non seulement les performances économiques des pays, mais aussi **la qualité de leurs institutions, la solidité de leurs équilibres sociaux et la confiance qu'ils inspirent aux investisseurs**.



## Classement combiné Stabilité-Attractivité de l'Institut Amadeus en 2025



## Classement combiné 2025 de l'Institut Amadeus par pays

Rang	Pays	Note finale Attractivité 2025	Note Finale Indice de Stabilité 2025	Classement combiné 2025
1	Maroc	79,33	75,64	77,48
2	Maurice	76,13	78,68	77,4
3	Afrique du Sud	81,08	64,48	72,78
4	Seychelles	68,1	75,8	71,95
5	Botswana	71,63	71,88	71,75
6	Cap-vert	66,08	74,45	70,26
7	Egypte	77,75	60,28	69,01
8	Rwanda	67,18	67,58	67,38
9	Namibie	64,18	68,75	66,46
10	Ghana	62,7	61,28	61,99
11	Algérie	62,65	59,4	61,03
12	Sénégal	58,65	63,03	60,84
13	Côte d'Ivoire	63,23	56,13	59,68
14	Nigeria	63,53	54,43	58,98
15	Tanzanie	57,55	60,23	58,89
16	Tunisie	60,45	56,6	58,53
17	Kenya	59,85	54,08	56,96
18	Djibouti	54,8	57,73	56,26
19	Zambie	53,35	55,23	54,29
20	Angola	55,43	51,9	53,66
21	Ouganda	53,98	52,1	53,04
22	Malawi	47,73	58,13	52,93
23	Bénin	49,33	55,68	52,5
24	Mauritanie	52,45	50,08	51,26
25	Sao Tomé	42,15	60,1	51,13
26	Liberia	46,4	55,4	50,9
27	Ethiopie	55,55	45,2	50,38
28	Gambie	45,8	54,2	50
29	Togo	48,25	51,6	49,93
30	Gabon	47,38	52,18	49,78
31	Lesotho	44,9	54,55	49,73
32	Comores	42,43	56,5	49,46
33	Sierra Leone	45,02	52,48	48,75
34	Guinée Equatoriale	48,4	49,05	48,73
35	Zimbabwe	47,08	49,28	48,18
36	Cameroun	46,85	49,43	48,14
37	Congo	46,35	49,57	47,96
38	RDC	50,83	44,53	47,68
39	Eswatini	43,28	51,3	47,29
40	Mozambique	46,95	47,6	47,28
41	Guinée	45,55	48,88	47,21
42	Guinée Bissau	38,83	53,73	46,28
43	Madagascar	41,45	44,58	43,01
44	Burundi	34,63	43,03	38,83
45	Mali	39,45	37,08	38,26
46	Niger	39,25	36,9	38,08
47	Libye	38,25	36,58	37,41
48	Tchad	34,7	39,9	37,3
49	Burkina Faso	35,58	38,03	36,8
50	Centrafrique	33,18	39,7	36,44
51	Somalie	30,38	30,53	30,45
52	Soudan	33,03	27,68	30,35
53	Erythrée	29,3	29,6	29,45
54	Soudan du Sud	29,88	27,38	28,63

## 1. Un top 10 continental qui consacre la complémentarité stabilité-attractivité

### Maroc : premier modèle africain intégré

Avec un **score combiné de 77,48**, le **Maroc** s'impose comme **premier pays africain** de l'indice global 2025. Son équilibre quasi parfait entre **Attractivité (79,33)** et **Stabilité (75,64)** confirme la cohérence d'un modèle fondé sur :

- des institutions consolidées ;
- une diversification économique soutenue (automobile, aéronautique, énergies vertes, finance) ;
- une gouvernance macroéconomique rigoureuse ;
- et une stabilité politique enracinée.

Le Maroc illustre la **complémentarité organique** des deux dimensions : la stabilité du cadre politique nourrit la confiance des investisseurs, tandis que la croissance et les infrastructures renforcent la cohésion sociale, malgré les importants défis persistants, notamment en matière de création d'emplois, de santé et d'éducation. Cette symbiose place le Royaume comme la **référence continentale** de gouvernance intégrée.

### Maurice : la maturité institutionnelle comme levier économique

**Maurice (77,40)** suit de très près, confirmant son statut de **pôle financier et administratif exemplaire**. Avec une **stabilité record (78,68)** et une attractivité élevée (76,13), l'île démontre que **la taille du marché importe moins que la qualité des institutions**.

Sa gouvernance transparente, son système judiciaire efficace et son cadre fiscal clair en font un modèle durable de compétitivité inclusive.

### Afrique du Sud : puissance économique, stabilité relative

L'**Afrique du Sud (72,78)** reste **le leader industriel et financier du continent**, mais son écart entre attractivité (81,07) et stabilité (64,48) traduit un **déséquilibre structurel**.

Les performances économiques impressionnantes masquent des fragilités sociales profondes : chômage, inégalités et tensions communautaires. La stabilisation du système énergétique en 2025 et la gouvernance judiciaire renforcent la résilience, mais l'écart persiste.

Le pays incarne la « **stabilité sous contrainte** », où la puissance économique amortit les crises sans les résoudre.

### Seychelles : la stabilité premium

Avec un **score combiné de 71,95**, les **Seychelles** démontrent qu'une micro-économie peut rivaliser avec les géants du continent. Le pays conjugue **stabilité politique (75,80)** et **bonne attractivité (68,10)** grâce à la planification budgétaire, la transparence et une politique environnementale pionnière. Les Seychelles, Maurice et le Cap-Vert forment le **triangle insulaire de la résilience africaine**, où la gouvernance compense la contrainte démographique.

### Botswana : exemplarité institutionnelle

Le **Botswana (71,75)** confirme sa position historique d'État africain stable, fondé sur la discipline budgétaire, la lutte contre la corruption et la gestion prudente des revenus miniers.

La proximité entre ses deux scores (71,63 / 71,88) illustre un modèle équilibré où **stabilité et attractivité se nourrissent mutuellement**.

### Cap-Vert : la cohérence démocratique

Le **Cap-Vert (70,26)** poursuit sa trajectoire ascendante : gouvernance démocratique, institutions solides, faible corruption et sécurité publique. Sa note intégrée témoigne d'une **maturité institutionnelle rare** en Afrique lusophone.

### Égypte : puissance économique, fragilité sociale

Avec **69,01 points**, l'**Égypte** capitalise sur une attractivité élevée (77,75) mais pâtit d'une stabilité inégale (60,28). Le pays incarne la **dichotomie entre puissance et tension** : un marché colossal et un État réformateur, mais des vulnérabilités sociales, inflationnistes et politiques qui grèvent le potentiel de confiance à long terme.

### Rwanda : gouvernance efficace, résilience institutionnelle

Le **Rwanda (67,38)** maintient une place de choix grâce à sa rigueur administrative et à la solidité de ses institutions. La stabilité reste forte (67,58), même si la **situation régionale** — notamment les tensions croissantes avec la RDC — pèse sur la perception de sécurité.

Son attractivité progresse (67,18), portée par l'innovation, le numérique et les infrastructures.

## Namibie : un modèle discret mais solide

La Namibie (66,46) illustre la montée en puissance des États intermédiaires : stabilité politique, bonne gestion publique, et ouverture énergétique (hydrogène vert). Le pays bénéficie de la cohérence « modèle petit marché – bonne gouvernance ».

## Ghana : retour de la confiance macro et institutionnelle

Le Ghana (61,99) retrouve une stabilité budgétaire après les programmes d'ajustement du FMI.

Sa trajectoire démontre que le rétablissement économique peut renforcer la stabilité politique, confirmant la convergence positive des deux indices.

## 2. La prime à la double excellence

L'analyse du classement combiné montre que les dix premiers pays se distinguent par :

- un **écart moyen attractivité–stabilité inférieur à 6 points**,
- une **résilience institutionnelle** associée à une bonne perception économique,
- et une **diversification sectorielle** réduisant la dépendance aux rentes.

Cette corrélation forte valide empiriquement la théorie de la double excellence :

**Plus la stabilité politique est institutionnalisée, plus l'attractivité économique est durable.**

À l'inverse, la croissance sans stabilité engendre une attractivité éphémère et spéculative. Les cas de l'Afrique du Sud et de l'Égypte confirment cette règle : la puissance économique seule ne suffit pas à sécuriser la confiance.

## 3. Lecture régionale du classement global

### Afrique du Nord

Le **Maroc** et l'**Algérie** illustrent deux trajectoires divergentes.

Le premier combine stabilité politique et diversification économique.

L'Algérie (61,03) progresse sur la productivité des facteurs, mais reste pénalisée par la lenteur des réformes et la volatilité institutionnelle. La **Tunisie (58,53)** reste stable, mais sous tension économique, affichant un équilibre fragile entre rigueur politique et essoufflement social.

### Afrique australe

**Maurice, Botswana** et **Namibie** dominent la région, tandis que l'**Afrique du Sud** et le **Zimbabwe** incarnent un paradoxe : attractivité structurelle, mais érosion de la confiance sociale.

Cette sous-région reste néanmoins la plus homogène du continent en termes de stabilité politique.

### Afrique de l'Ouest

**Ghana, Sénégal, Côte d'Ivoire** et **Bénin** affichent des trajectoires de résilience.

Les perspectives électorales en Côte d'Ivoire (présidentielle 2025) et au Bénin (2026) détermineront la direction future. À l'inverse, les pays sahéliens (Mali, Niger, Burkina Faso) plongent dans la zone rouge, avec des scores combinés inférieurs à 40, en raison des coups d'État successifs et de l'effondrement sécuritaire.

### Afrique centrale

**Gabon** (49,78) et **Congo** (47,96) profitent d'une stabilisation post-transition, mais restent dépendants des ressources extractives. La **Centrafrique (36,44)** et la **RDC (47,68)** témoignent de la persistance de conflits internes et d'une gouvernance institutionnelle fragile, malgré le potentiel économique.

### Afrique de l'Est

Région contrastée : **Rwanda, Tanzanie** et **Kenya** progressent, mais la **Corne de l'Afrique** (Éthiopie, Somalie, Érythrée) reste un foyer d'instabilité chronique. L'Éthiopie (50,38) peine à capitaliser sur sa taille de marché faute de paix intérieure durable.

#### 4. Les économies en transition : entre stabilité relative et potentiel d'attractivité

Entre la 11<sup>e</sup> et la 25<sup>e</sup> place se trouvent des pays « charnières », où la stabilité reste conditionnelle :

- **Sénégal (60,84)** : transition politique réussie, gaz en production ; la stabilité démocratique reste un atout.
- **Côte d'Ivoire (59,68)** : croissance soutenue, mais polarisation politique à l'approche de l'élection.
- **Nigéria (58,98)** : 1<sup>re</sup> puissance économique d'Afrique, mais sécurité dégradée et gouvernance très contrastée.
- **Tanzanie (58,89)** : ouverture commerciale et stabilité relative, freinée par la lenteur administrative.
- **Tunisie (58,53)** : équilibre institutionnel fragile.

Ces pays incarnent la zone grise du continent : attractifs sur le papier, vulnérables politiquement.

#### 5. Le ventre mou du classement : fragilité structurelle et dépendance extérieure

Entre la 26<sup>e</sup> et la 40<sup>e</sup> place, les États affichent une stabilité superficielle, souvent dépendante d'appuis internationaux :

- **Guinée (47,21)** : transition militaire prolongée, élections reportées.
- **Guinée-Bissau (46,28)** : blocage institutionnel avant les législatives.
- **Madagascar (43,01)** : effondrement institutionnel après le coup d'État d'octobre 2025.
- **RDC (47,68)** : guerre ouverte à l'Est contre le M23 soutenu par le Rwanda, effondrement humanitaire, perte de contrôle territorial.
- **Centrafrique (36,44)** : stabilité sous perfusion étrangère.

Ces situations confirment que **la stabilité importée n'est jamais durable** : sans institutions locales fortes, l'attractivité économique reste illusoire.

#### 6. La corrélation empirique stabilité-attractivité

L'intégration des deux indices révèle une **corrélation de 0,82** entre stabilité et attractivité : une relation quasi linéaire. Autrement dit, **les pays qui performant sur la stabilité figurent presque toujours dans le haut du classement économique**. Quelques exceptions subsistent :

- **Afrique du Sud** : attractivité très forte malgré stabilité relative.
- **Égypte** : moteur économique, mais instabilité sociale.
- **Rwanda** : stabilité solide, attractivité freinée par un marché étroit et par l'instabilité régionale.

Cette corrélation démontre que **la stabilité est le prérequis absolu de l'investissement durable** ; elle agit comme un multiplicateur de compétitivité.

#### Les pôles de confiance africaine

- **Le Maroc, pôle maghrébin** : Leadership consolidé sur les deux plans, inspirant la création d'un hub atlantique africain basé sur la diplomatie économique et la sécurité régionale.
- **Le couple Maurice-Seychelles** : Modèle d'économies insulaires stables, tournées vers la finance, le tourisme durable et la digitalisation.
- **L'Afrique australe diversifiée** : Botswana, Namibie et Afrique du Sud forment un **socle de stabilité macro-institutionnelle**. Les défis sociaux persistent, mais les cadres de gouvernance y sont solides.
- **L'Afrique de l'Ouest réformatrice** : Ghana, Sénégal, Côte d'Ivoire et Bénin incarnent une **Afrique en transformation**, où la stabilité démocratique soutient la diversification.

#### 7. Les zones rouges : crises prolongées et érosion institutionnelle

Les quinze derniers pays du classement cumulent :

- absence de légitimité politique ;
- conflits internes ;
- dépendance sécuritaire extérieure ;
- vulnérabilités sociales extrêmes.

Le **Sahel central (Mali, Niger, Burkina Faso)**, la **Corne de l'Afrique (Somalie, Érythrée)** et le **bassin soudanais** forment un arc d'effondrement où la moyenne combinée ne dépasse pas **38 points**. Ces États, dominés par des régimes militaires ou des guerres civiles, illustrent la **rupture**

## 8. L'Afrique en transition : Entre confiance et défiance

Le classement combiné 2025 offre une lecture claire du continent : **la stabilité et l'attractivité ne sont pas deux réalités parallèles, mais les deux faces d'une même monnaie : la confiance.**

Les États qui parviennent à aligner gouvernance, cohésion et ouverture économique récoltent une prime de crédibilité internationale. Le Maroc, Maurice, le Botswana et le Cap-Vert incarnent cette Afrique de la confiance : prévisible, réformiste, ancrée dans la durée.

À l'inverse, les pays en crise montrent qu'aucune attractivité ne survit au chaos institutionnel.

**1. La stabilité, premier facteur d'investissement :** Les flux d'IDE se concentrent dans le top 10 : près de **65 % des investissements directs étrangers vers l'Afrique** vont désormais vers des pays notés au-delà de 60 dans le classement combiné. La confiance institutionnelle est incontestablement la principale devise du continent.

**2. Les transitions politiques à surveiller :** Les élections en **Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Bénin** et **Centrafrique** détermineront l'évolution du classement 2026. Leur issue dira si les transitions africaines peuvent être stabilisatrices ou déstabilisantes.

**3. La résilience régionale comme enjeu collectif :** La guerre en **RDC** et les tensions régionales qu'elle entraîne avec le **Rwanda** rappellent l'urgence d'une **architecture africaine de sécurité partagée**. Sans régulation régionale, les gains de stabilité restent précaires.

**4. L'intégration économique africaine comme levier :** La ZLECAf, si elle est accompagnée d'une convergence réglementaire et d'une harmonisation politique, pourrait **récompenser les États stables** par des flux d'investissement préférentiels.

L'enjeu pour 2026 sera de **convertir la stabilité politique en inclusion sociale**, et l'attractivité économique en **développement partagé**. C'est à cette condition que la « double excellence » pourra devenir non plus une exception africaine, mais la norme d'un continent réconcilié avec lui-même : **sûr, réformateur et prospère.**

## VI - L'Afrique en transition : bâtir la stabilité par l'attractivité et inversement

L'édition 2025 des Indices de Stabilité et d'Attractivité en Afrique de l'Institut Amadeus confirme plus que jamais la relation structurelle entre la stabilité politique et institutionnelle et la compétitivité économique du continent. Dans un environnement mondial traversé par des recompositions profondes – tensions géopolitiques, relocalisations industrielles, crises climatiques et volatilité financière – la confiance devient la principale ressource des États africains. La stabilité institutionnelle, la gouvernance prévisible et la qualité de la régulation apparaissent désormais comme les piliers indispensables de la performance économique durable. Les pays qui réussissent à transformer leur stabilité en instrument de prospérité démontrent qu'il ne peut y avoir d'attractivité sans sécurité, ni de croissance sans institutions solides. À l'inverse, les fragilités politiques, l'incertitude électorale ou la dépendance excessive aux rentes naturelles fragilisent durablement les trajectoires de développement.

Dans ce contexte, les Indices 2025 de l'Institut Amadeus ne sont pas de simples classements : ils constituent de véritables outils d'aide à la décision. Ils permettent de comparer les pays entre eux, d'identifier les points d'ancrage de la confiance – état de droit, sécurité, qualité de la régulation, productivité, profondeur financière – d'apprécier les trajectoires nationales (progressions ou reculs) et d'isoler les leviers de réforme capables d'améliorer simultanément stabilité et attractivité. Leur valeur ajoutée tient aussi à l'intégration d'éléments conjoncturels spécifiques à l'année 2025 : cycles électoraux déterminants, transitions énergétiques et sécuritaires, retour progressif des investisseurs institutionnels vers la dette locale africaine, et montée des contraintes climatiques reconfigurant les arbitrages d'implantation. En ce sens, les indices deviennent des instruments stratégiques pour anticiper les mutations et mesurer les effets des politiques publiques à l'échelle continentale.

L'**ambition de l'Institut Amadeus** reste inchangée : fournir une **boussole factuelle, rigoureuse et indépendante** aux décideurs publics, aux investisseurs, aux institutions régionales et aux partenaires du continent. L'Afrique gagnera la décennie si elle parvient à concrétiser puis à transformer sa stabilité institutionnelle en **stabilité de prospérité**, c'est-à-dire en croissance partagée, en emploi durable, en productivité accrue, en innovation, en intégration logistique et financière, et en cohésion sociale. Les Indices 2025 visent à outiller ce passage, en révélant où se situent les forces, où persistent les vulnérabilités et quelles réformes offrent le plus grand potentiel de création de valeur partagée.

Pour la **treizième année consécutive**, l'Institut Amadeus réaffirme la nécessité d'une lecture décloisonnée de la stabilité et de l'attractivité africaines, intégrant leurs dimensions politiques, économiques, sociales, institutionnelles et environnementales. Ces deux indices, et désormais leur version combinée et intégrée, offrent une **approche comparative et dynamique des trajectoires nationales**, en mettant en lumière les corrélations fortes entre légitimité institutionnelle, gouvernance efficace et stabilité durable. Ils confirment qu'en Afrique, la sécurité et la prospérité ne dépendent ni de la taille du marché, ni de la richesse des ressources naturelles, mais bien de la **qualité du contrat social, de la prévisibilité de la régulation et de la continuité des politiques publiques**.

L'année 2025 aura aussi consolidé la **corrélation empirique stabilité-attractivité**, mesurée à plus de 0,8 sur la base de données longitudinales. Chaque gain de stabilité politique se traduit, à court terme, par un surcroît d'investissement et, à moyen terme, par un renforcement des fondamentaux macroéconomiques. Cette interaction positive entre confiance institutionnelle et dynamisme économique constitue la clé de voûte d'un modèle africain de gouvernance et de développement durable. L'investissement productif n'est possible que là où règnent la sécurité juridique, la transparence et la continuité politique ; la stabilité durable, quant à elle, ne peut se consolider sans croissance, emploi et inclusion sociale et spatiale.

En 2026, l'enjeu sera d'approfondir cette approche intégrée et de renforcer la cohérence entre politiques nationales et cadres régionaux. L'évolution rapide des transitions énergétiques, la montée des risques climatiques et la reconfiguration des flux financiers imposent de repenser la stabilité et l'attractivité à l'échelle continentale. Les États africains devront conjuguer réformes de gouvernance et planification stratégique pour capter les bénéfices du nouveau cycle industriel mondial.

La priorité devra être donnée à la diversification économique, à la valorisation du capital humain, à l'investissement dans les infrastructures de connectivité et à la consolidation du cadre institutionnel.

L'Institut Amadeus souhaite que l'édition **2026** des Indices poursuive cette dynamique en mettant davantage en avant la **stabilité sociale** – à travers notamment le triptyque emploi, santé, éducation, la **résilience environnementale** et la **coopération régionale** comme nouvelles dimensions de la compétitivité africaine. Une attention accrue sera portée à l'apport structurant des diasporas dans les dynamiques de développement, ainsi qu'à l'évolution des conditions de vie des populations comme indicateurs centraux de performance globale. L'évaluation du niveau de maturité des infrastructures stratégiques contribuera à éclairer les capacités réelles de connectivité, d'intégration territoriale et de projection économique des États. Par ailleurs, l'analyse des interactions entre les secteurs formel et informel permettra une lecture plus complète des mécanismes de création de valeur et d'emploi à l'échelle nationale. Enfin, l'examen du climat de confiance intérieure – et plus particulièrement de la perception qu'entretiennent les acteurs économiques locaux vis-à-vis de leur propre environnement économique – viendra enrichir l'appréciation de l'attractivité, de la stabilité et du potentiel d'investissement des économies africaines.

Les nations capables d'harmoniser stabilité politique, cohérence économique et inclusion sociale seront celles qui transformeront la confiance en moteur de prospérité, et la prospérité en instrument de stabilité durable. L'Afrique dispose des ressources, des talents et des leviers pour s'imposer non seulement comme un espace de croissance, mais comme un espace d'équilibre et d'influence au cœur des recompositions mondiales actuelles.



## ANNEXES



## METHODOLOGIE

L'indicateur d'attractivité est un classement comparatif fonctionnant avec des pondérations entre les différentes catégories, sous-groupes et indicateurs. Les indicateurs définis en collaboration avec un comité scientifique de chercheurs et praticiens de la facilitation des relations d'affaires sur le continent africain ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité de données de comparaison à l'échelle du continent.

Quelques pays moins dotés en capacité statistiques ne sont pas en mesure de pouvoir construire ponctuellement quelques-unes des données recherchées avec des méthodologies comparables, problématique connue de ce type d'exercice de construction de classement comparatif.

Néanmoins la disponibilité d'autres grandes enquêtes standards et de quelques données de terrain ont permis de déterminer une notation pour ces quelques données manquantes (indiquées dans les tables des classements pays).

La méthodologie utilisée a donc été de rechercher les données des indicateurs pour chaque pays, classer les pays selon les résultats recueillis, déterminer une note de 1 à 5 selon le classement des pays de nature à valoriser les pays les plus performants sur le continent (particulièrement les pays affichant des valeurs les classant dans les 10 premiers rangs).

L'ensemble des indicateurs forment des valeurs relatives, comparables d'un pays à l'autre sans donner un préjudice à un «petit» pays à l'exception de l'indicateur démographique qui a évidemment une incidence sur la taille du marché cible.

## LES NOTES

- Note 5 - Le pays le mieux classé sur l'indicateur - 1er rang
- Note 4,5 - Les pays de la 2ème à la 5ème place
- Note 4 - Les pays de la 6ème place à la 9ème place
- Note 3,5 - Les pays de la 10ème place à la 16ème place
- Note 3 - Les pays de la 17ème place à la 23ème place
- Note 2,5 - Les pays de la 24ème place à la 30ème place
- Note 2 - Les pays de la 31ème place à la 43ème place
- Note 1,5 - Les pays de la 44ème place à la 50ème place
- Note 1 - Les pays classés au-delà de la 50ème place

<b>POTENTIEL ET DYNAMIQUE DU MARCHÉ CIBLE</b>	Modèle de croissance	15%	Taux de croissance moyen sur 5 année	35%	
			Diversification de l'offre exportable	30%	
			Ouverture commerciale	15%	
			Investissement direct étranger	20%	
	Taille, dynamisme et structure du marché intérieur	15%	Taille du marché - population totale	35%	
			Urbanisation	25%	
			Niveau de vie moyen	25%	
			Accumulation brute de capital fixe	15%	
<b>RÉGULATION ET RÔLE DE L'ETAT</b>	Indice composite d'évaluation des systèmes sanitaires	10%	Politique de prévention	45%	
			Capacité de traitement	30%	
			Gouvernance du système	25%	
	Environnement des affaires	10%	Classement d'environnement des affaires	60%	
			Insertion des femmes sur le marché de l'emploi	10%	
			Qualité de la justice commerciale	10%	
			Indice de corruption	10%	
	Infrastructure, logistique et mobilité	10%	Accès aux marchés publics	10%	
			Infrastructure logistique et connectivité de transport	60%	
			Niveau d'accès à internet	20%	
	Cadre macroéconomique et environnement régional	10%	Mobilité des nationaux	20%	
			Solde public primaire	50%	
			Niveau de l'investissement public	30%	
			Environnement régional et international	10%	
	<b>QUALITÉ DES FACTEURS DE PRODUCTION</b>	Qualité, productivité et protection des ressources humaines	15%	*Indice composite de stabilité Amadeus	10%
				Croissance de l'emploi privé et taux d'activité	20%
Taux de diplômés de l'enseignement supérieur				10%	
Taux brut de scolarisation secondaire				10%	
Part du travail informel				20%	
Système bancaire et financier		15%	Productivité - ressources générées par emploi	40%	
			Taux d'intérêt réel	35%	
			Crédit au secteur privé en % PIB	30%	
			Taux de défaut bancaire	20%	
			Développement des financements innovants	15%	

## GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION

### INDEX DES INDICES

**Taux de croissance moyen sur 5 années :** Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut est calculé sur une moyenne de cinq années afin de prendre en compte les effets des prix des matières premières sur la croissance des pays.

Source : données de la Banque Mondiale

**Diversification de l'économie :** L'indicateur synthétique de référence du FMI sur la diversification économique permet de mesurer le degré de sophistication et de diversification d'une économie. Plus la note du pays est élevée, moins son offre exportable est diversifiée.

Source : données du FMI

**Ouverture commerciale (% des échanges sur le PIB) :** Cet indicateur permet de connaître la structure commerciale du pays et son ouverture aux échanges internationaux. Il permet d'avoir une indication sur la disponibilité et coûts des produits d'importation, et la capacité de l'économie à exporter ses produits, son insertion dans l'économie internationale.

Source : données du FMI

**Investissement direct étranger :** Le niveau d'investissement d'étranger est calculé en rapport au PIB pour éviter les distorsions entre "grands" et "petits" pays et il l'indicateur est lissé sur cinq années afin de restituer la capacité du pays à attirer régulièrement les investissements importants de l'étranger.

Source: données banque Mondiale et CNUCED

**Taille du marché - population totale :** Indicateur d'importance pour comprendre le potentiel du marché cible, la population totale du pays est néanmoins pondérée par les indicateurs permettant d'identifier la proportion d'urbains, le niveau moyen de vie et la distribution des ressources.

Source : CNUCED

**Urbanisation :** L'indicateur d'urbanisation permet de connaître la part des urbains et donc de l'équilibre entre les différentes activités du pays, la concentration et l'attractivité des villes et de donner une idée des transformations sociétales potentiellement en cours, la ville étant le lieu d'accès des produits plus nombreux, mieux distribués et engendrent des comportements et des modes de vie différents.

Source : Banque Mondiale

**Niveau de vie moyen :** Cet indicateur est exprimé en parité de pouvoir d'achat et en USD afin de permettre une comparaison pertinente entre les différents pays.

Source : Banque Mondiale

**Accumulation brute de capital fixe :** L'accumulation brute de capital fixe permet de mesurer le niveau d'investissement privé dans l'économie nationale. Il s'agit donc d'un indicateur permettant de mesurer le niveau de confiance des entrepreneurs dans le développement du marché intérieur et de mesurer le rythme du rattrapage économique. Le niveau d'investissement a des effets de moyen terme sur le sentier de croissance du pays et sur le développement de l'emploi.

Source : Banque Mondiale

**Innovation Output Sub-Index :** L'indice d'innovation "global innovation index" est un indice international permettant de percevoir le potentiel d'innovation d'une économie et des perspectives de croissance et de montée en gamme de son économie. Le « innovation output sub-index » est centré sur la création et dépôt de brevets, les services en lignes et la diffusion de la connaissance.

Source : Global innovation index

**Indice composite sanitaire :** L'indice composite évalue le système sanitaire d'un pays sur trois volets distincts et complémentaires, la politique de prévention, les capacités et qualité de traitement et enfin la gouvernance et l'équité d'accès du système.

**Global competitiveness index :** Le classement du World Economic Forum (WEF) sur la compétitivité globale fait référence sur 141 pays dont la totalité des économies africaines. La section « institutions » du classement sert de référence pour notre sous-indicateur concernant l'environnement des affaires.

Source : WEF

**Insertion des femmes sur le marché de l'emploi :** L'insertion des femmes sur le marché du travail fait partie intégrante de l'attractivité d'un pays pour les investisseurs en ce qu'il dénote l'insertion de tous les potentiels sur le marché du travail, une structure plus égalitaire et ouverte pour les opportunités économiques.

Source : Organisation internationale du travail

**Qualité de la justice commerciale :** Critère important pour les décisions d'investissement en cas de contentieux commerciale ou autre contentieux à caractère économique, la qualité de la justice commerciale a été établie grâce à des données standards établies par la surpondération de l'indicateur d'exécution des contrats.

Source : Banque Mondiale

**Indice de corruption :** L'indice de référence de Transparency international qui établit un scoring sur 100 points à partir de données recueillies par sondages et entretiens dans l'ensemble des pays du monde. L'indice de Transparency est un indice de perception de la corruption et non pas une mesure brute, impartiale de la corruption, phénomène par nature invisible mais permet de connaître la perception des acteurs de la société civile notamment les entrepreneurs sur la généralisation de pratiques corruptives dans le fonctionnement social.

**Source :** Transparency International

**Accès aux marchés publics :** L'indicateur s'appuie sur les données construites par le public procurement index de la Banque Mondiale qui étudie la régulation des marchés publics dans les pays d'intervention. Les marchés publics sont un important levier économique pour les entreprises et la structure et règles d'attribution permettent soit d'intégrer un plus grand nombre d'entreprises soit de bâtir un système discriminatoire voire corruptif.

**Source :** Banque Mondiale

**Infrastructure logistique et connectivité de transport :** L'indicateur de performance logistique est un indicateur international actualisé tous les deux ans, issu d'une enquête sur six volets auprès des grands opérateurs partenaires commerciaux de ces pays. Les thèmes abordés sont les douanes, les infrastructures, le transport international, la qualité de la logistique et la compétence, le suivi et la traçabilité, l'actualité.

**Source :** <http://tfig.itcilo.org/FR/contents/logistic-performance-index.htm>

**Niveau d'accès à internet :** L'indicateur d'accès à l'internet est assis sur les données de International Telecommunication Union (ITU) regroupant 193 pays membres et 900 opérateurs de télécommunications.

**Source :** <https://www.itu.int/>

**Mobilité des nationaux :** Cet indicateur recense le nombre de pays dans lesquels les ressortissants du pays dotés d'un passeport peuvent voyager sans visa. La mobilité potentiel des ressortissants indiquent tout à la fois leur capacité à s'investir facilement au sein d'une entreprise à vocation commerciale et internationale mais aussi la capacité de leur pays à conclure des accords avec les pays partenaires au bénéfice de la mobilité de ses ressortissants.

**Source :** passport index

**Solde public primaire :** Cet indicateur, déficitaire dans l'ensemble des pays africains - et dans beaucoup de pays dans le monde- permet de juger de l'équilibre entre les dépenses de l'Etat et ses recettes avant de procéder à des emprunts sur le marché national ou international. Le solde public primaire est lié à la capacité de l'Etat à intervenir dans l'économie et soutenir ses stratégies d'équipement sur le long terme.

**Source :** Fonds Monétaire international

**Niveau de l'investissement public :** Cet indicateur permet d'affiner l'analyse et avoir des éléments actuels sur le niveau de la dépense public qui dans les pays africains est très souvent orientés sur les équipements en infrastructures dans une dynamique de rattrapage.

**Source :** Fonds Monétaire international

**Environnement régional et international :** Cet indicateur composé par l'équipe de l'institut Amadeus à partir des données de la Banque Africaine de Développement sur l'intégration régionale permet de noter le niveau d'accès à des marchés régionaux ou internationaux à partir de ce pays que ce soit les accords sous régionaux africains ou les accords commerciaux préférentiels ou de libre-échange.

**Source :** Banque Africaine de Développement

**Indice composite de stabilité Amadeus\* :** L'indice de stabilité de l'Institut Amadeus est composé de trois piliers regroupant une série d'indicateurs, le potentiel et dynamique de marché, les vulnérabilités sociales et environnementales et enfin la résilience de l'Etat (voir plus loin : indice de stabilité Amadeus).

**Structure du marché du travail et taux d'activité :** Cet indicateur est composé par le taux d'activité des 15-65 ans, de la croissance de l'emploi privé et de la qualité des emplois occupés.

**Source :** Organisation internationale du Travail

**Taux de diplômés de l'enseignement supérieur :** Cet indicateur permet de connaître la proportion de main d'oeuvre mieux formée capable de constituer un vivier de cadres au sein des entreprises et administrations.

**Source :** UNESCO

**Taux brut de scolarisation secondaire :** Cet indicateur permet de connaître l'avancée des pays vers l'objectif de généralisation du niveau du secondaire qualifiant (niveau bac) pour former une main d'oeuvre qualifiée à occuper un emploi productif. A noter que le taux brut prend en compte les redoublements et affichent des valeurs plus élevées que le taux net de scolarisation.

**Source :** UNESCO

**Part du travail informel :** Le travail informel très largement répandu sur le continent africain indique une faible productivité des emplois occupés. Particulièrement prédominant dans les économies très rurales et les pays à faible revenu, le travail informel est particulièrement déstructurant pour l'économie et la base fiscale de l'Etat. Quand il est prédominant il indique la faiblesse des emplois qualifiés et donc la faible protection sociale des travailleurs et la moindre circulation des compétences.

**Source :** Organisation internationale du Travail

## METHODOLOGIE

L'indicateur de stabilité est un classement comparatif fonctionnant avec des pondérations entre les différentes catégories, sous-groupes et indicateurs. Les indicateurs définis en collaboration avec un comité scientifique de chercheurs et praticiens de la facilitation des relations d'affaires sur le continent africain ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité de données de comparaison à l'échelle du continent.

Quelques pays moins dotés en capacité statistiques ne sont pas en mesure de pouvoir construire ponctuellement quelques-unes des données recherchées avec des méthodologies comparables, problématique connue de ce type d'exercice de construction de classement comparatif. Néanmoins la disponibilité d'autres grandes enquêtes standard et de quelques données de terrain ont permis de déterminer une notation pour ces quelques données manquantes (indiquées dans les tables des classements pays).

Selon le même principe que pour l'indice d'attractivité, la méthodologie utilisée a donc été de rechercher les données des indicateurs pour chaque pays, classer les pays selon les résultats recueillis, déterminer une note de 1 à 5 selon le classement des pays de nature à valoriser les pays les plus performants sur le continent (particulièrement les pays affichant des valeurs les classant dans les 10 premiers rangs).

## LES NOTES

- Note 5 - Le pays le mieux classé sur l'indicateur - 1er rang
- Note 4,5 - Les pays de la 2ème à la 5ème place
- Note 4 - Les pays de la 6ème place à la 9ème place
- Note 3,5 - Les pays de la 10ème place à la 16ème place
- Note 3 - Les pays de la 17ème place à la 23ème place
- Note 2,5 - Les pays de la 24ème place à la 30ème place
- Note 2 - Les pays de la 31ème place à la 43ème place
- Note 1,5 - Les pays de la 44ème place à la 50ème place
- Note 1 - Les pays classés au-delà de la 50ème place

**Productivité - ressources générées par emploi :** Le calcul de la productivité est exprimé en US dollars constants et indique la valeur créée par chaque emploi occupé en se référant à la valeur calculée du PIB et au nombre d'emplois occupés (y compris dans le secteur informel).

**Source :** Organisation internationale du Travail

**Taux d'intérêt réel :** Le taux d'intérêt réel est calculé à partir du taux de référence de la banque centrale du pays et de l'indice d'inflation. Il est possible que le taux d'intérêt réel dans un pays soit négatif auquel cas une spirale inflationniste peut contribuer à fragiliser très fortement le système bancaire.

**Source :** Fonds Monétaire international

**Crédit au secteur privé en % PIB :** Cet indicateur permet de connaître le développement du système bancaire du pays. Les pays les plus développés peuvent connaître des taux d'encours de crédit au secteur privé dépassant les 100% du PIB.

**Source :** Banque Mondiale

**Taux de défaut bancaire :** Le taux de défaut bancaire ou "prêts non performants" permet de mesurer la qualité et la santé du marché bancaire dans un pays. Les ratios d'alerte sur cet indicateur se situent au-delà de 5% de prêts non performants sur les encours totaux.

**Source :** Fonds Monétaire international, banques centrales

**Développement des financements innovants :** Les financements innovants notamment les financements structurés orientés sur les projets d'adaptation climatique permettent de faciliter l'émergence de projet d'adaptation et d'atténuation sur le continent.

**Source :** Climate bonds initiative

## GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION

Critère	Composantes	Variable considérée	Source	Pondération des composantes	Pondération du critère
Régulation politique	Nature du régime politique	Libertés civiles et politiques	Democracy index (EUI) + recherche	15%	20%
	Tensions interrégionales et régionales	Formation asymétrique de l'Etat et politiques d'inclusion	Recherche	20%	
	Pacification des mœurs politiques	Démilitarisation des rapports politiques	Recherche	15%	
	Contestation politique	Protestations violentes ou armées	The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)	20%	
	Capacité d'intégration du régime politique	Renouvellement de l'exécutif par l'alternance négociée	Recherche	20%	
	Capacité de changement (politiques publiques et leur suivi)	Degré de confiance dans les institutions politiques	Afrobarometer	10%	
	Gouvernance sécuritaire	Contrôle politique des forces armées	Historique des coups d'Etat, degré d'autonomie des forces armées	Recherche	
Menaces sécuritaires internes ++		Militarisation et sécessionnisme violent persistant et irréductible	Recherche	30%	
Sécurité urbaine		Taux de criminalité et efficacité des systèmes de sécurité	WISPI	15%	
Menaces sécuritaires externes		Existence de menaces de groupes ou d'Etats étrangers et capacité à y répondre	Recherche	25%	
Accord de défense protecteur		Groupements régionaux médiateurs ou accords avec puissances externes	Recherche	10%	

Critère	Composantes	Variable considérée	Source	Pondération des composantes	Pondération du critère
Gouvernance du social	Sécurité alimentaire	Part du marché de denrées produites localement	FAO	%15	%25
	Résilience et largeur de l'Etat	de la base fiscale % issu du travail formel (impôt sur le revenu (ou richesse)		% 10	
	Urbanisation et accès aux services de base	Taux de couverture eau et électricité		%10	
	Création d'emplois	Emplois créés / nombre de jeunes sortant du système scolaire	Ratio à calculer ((Banque Mondiale	%15	
	Redistribution et subsides sociaux	du budget d'Etat % consacré à la politique sociale	Statistiques nationales / FMI	%15	
	Insertion économique et sociale	Taux de % participation des femmes dans le marché de travail	OIT	% 15	
	Provision et qualité des services sociaux	Degré de confiance dans la qualité des institutions sociales ou non-élites (éducation, justice, santé)	Afrobarometer World values survey	% 10	
	Inégalités économiques	Progression des inégalités	Coefficient de GINI	%10	
Menaces environnementales	Stress hydrique	Source d'eau améliorée, milieu rural (% de la pop. en accès)	Banque Mondiale	%50	%10
		Indicateur de stress hydrique du pays			
	Décertification		DARA monitor index	%15	
	Vulnérabilité sanitaire	Indice composite sanitaire	OMS	%10	
Crédibilité de l'Etat	Pression démographique	Atteinte de la transition démographique (taux de natalité)	OMS – Banque Mondiale	%25	%20
	Qualité de la gouvernance		Indice Mo Ibrahim	%40	
	Soutenabilité de la politique budgétaire	Charge de la dette/ dépenses de l'Etat	FMI	%20	
	Espace civique (participative)	Liberté publique, participation citoyenne et champ d'action de la société civile	CIVICUS	% 20	
Vulnérabilité économique aux chocs externes	Soutien international	Niveau d'aide publique au développement perçue en % PIB	OCDE (statistiques du CAD)	%20	%10
	Diversification de l'économie	Taux de dépendance aux deux principaux produits d'export	CNUCED	%45	
	Endettement public externe	de dette externe % / PIB	FMI	%20	
	Soutenabilité de la politique monétaire	Réserve de change / mois d'importations + garantie autre (ex. zone Franc)	FMI	%35	

## GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION

### INDEX DES INDICATEURS

**Typologie du régime politique :** L'index de the Economist Intelligence Unit permet de classer des typologies de régime, du plus ouvert ou démocratique au plus autoritaire.

Source : EUI democracy index

**Tensions séparatistes et régionalistes :** La base de données de ACLED, une donnée de source africaine permet de recenser toutes les actes de violences et de protestation politique dans chaque pays africain. Cet indicateur additionne les actes des groupes séparatistes et régionalistes.

Source : ACLED

**Contrôle de la violence politique :** Cet indicateur de source ACLED additionne les protestations violentes, les émeutes et pénalise lourdement chaque pays dans lesquels des incidents mortels ont lieu lors de ces évènements.

Source : ACLED

**Contestation politique et sociale :** Cet indicateur de source ACLED additionne le nombre de protestations à caractère économiques et sociales et pénalise lourdement d'éventuels incidents mortels dans la gestion des manifestations pacifiques.

Source : ACLED

**Renouvellement et alternance politique :** Cet indicateur représente la longévité des régimes politiques et leur capacité à agréger de nouveaux soutiens partisans ou sociaux.

Source : recherche et analyse, Institut Amadeus

**Contrôle civil des forces armées :** Cet indicateur indique le niveau de contrôle de l'autorité politique sur les forces armées. Il reprend l'historique des coups d'Etat et les modes de gouvernance du secteur de la sécurité.

Source : recherche et analyse, Institut Amadeus

**Menaces sécuritaires armées :** Cet indicateur de source ACLED additionne les actions violentes et armées entreprises contre les civils ou les forces armées d'un pays.

Source : ACLED

**Souveraineté sur la défense :** Cet indicateur reprend les contraintes pesant sur la défense de chaque pays à travers la présence de forces armées étrangères, la fragmentation des forces de sécurité et les accords avec des puissances internationales ou régionales.

Source : recherche et analyse, Institut Amadeus

**Risque de contagion des conflits :** Cet indicateur analyse les risques pesant sur chaque pays par rapport aux pays voisins subissant des attaques de groupes armés organisés.

Source : ACLED et recherche Amadeus

**Sécurité alimentaire :** Cet indicateur composite reprend le niveau moyen de calories consommées dans chaque pays, les calories d'origine animal ainsi que la dépendance par rapport aux importations alimentaires.

Source : FAO

**Taux de chômage et de sous emploi (pop. de + de 15ans) :** Cet indicateur reprend les statistiques compilées par l'OIT sur le taux de chômage et de sous-emploi des plus de 15ans.

Source : OIT

**Redistribution et subsides sociaux :** Cet indicateur reprend les données des budgets sociaux de l'Etat par rapport au PIB

Source : FMI

**Insertion des femmes sur le marché du travail :** Cet indicateur reprend le taux d'activité des femmes indice sur les structures sociales.

Source : OIT

**Chômage des jeunes :** Cet indicateur reprend la part des jeunes au sein de la population au chômage permettant de situer les difficultés de l'insertion sociale dans cette catégorie.

Source : OIT

**Inégalités :** Le GINI analyse le rapport de richesse entre le décile le plus riche d'un pays et le décile le plus pauvre.

Source : GINI index

**Stress hydrique :** Cet indicateur reprend les données statistiques de consommation de la ressource disponible par rapport à son taux de renouvellement.

Source : données de la Banque mondiale

**Vulnérabilité climatique :** Cet indicateur a croisé deux sources de données, l'une de long terme, l'index DARA sur les effets des changements climatiques dans chaque pays à l'échéance de 2030, l'autre le global climate risk index qui reprend les coûts des sinistres climatiques en 2021.

Source : DARA Monitor index et Climate risk index

**Couverture sanitaire et protection sociale :** Indicateur composite des systèmes sanitaires de l'Institut Amadeus (voir indice composite sanitaire Amadeus)

**Pression démographique :** Cet indicateur correspond au taux de fécondité, qui permet de situer l'accroissement naturel de la population et le niveau de pression sur les services sociaux de l'enfance et de l'éducation.

**Source :** Organisation Mondiale de la Santé

**Qualité de la gouvernance :** Cet indice permet une approche multidimensionnelle de la gouvernance étatique avec une comparabilité internationale.

**Source :** Mo Ibrahim index

**Soutenabilité de la politique budgétaire :** Cet indicateur correspond à la charge des intérêts de la dette sur le niveau des exportations du pays. Cette statistique permet de situer sur le long terme le niveau de soutenabilité de la politique de l'Etat.

**Source :** FMI

**Espace civique - participation démocratique :** CIVICUS permet de mesurer l'état des libertés publiques et la vivacité du débat public dans chaque pays.

**Source :** CIVICUS

**Surface économique de l'Etat :** Cet indicateur correspond au poids du budget de l'Etat en % du PIB.

**Source :** FMI

**Aide publique au développement :** Cet indicateur correspond au niveau d'aide internationale au développement pour un pays en % de son PIB. L'aide internationale est un indice du soutien et de la crédibilité dont le pays bénéficie envers des bailleurs internationaux et multilatéraux. De plus APD permet d'engager et financer des réformes de structures pour l'Etat.

**Source :** OCDE

**Diversification du profil des exports :** Cet indicateur mesure le niveau de dépendance des exportations du pays aux deux principaux produits d'exportation.

**Source :** INTRACEN, agence OMC-ONU

**Mouvements migratoires :** Cet indicateur permet de mesurer le nombre d'exilés au sein d'un pays et comprendre son niveau d'exposition aux crises dans les pays environnants.

**Source :** UNHCR

**Maitrise de l'endettement public :** Cet indicateur correspond au niveau de dette de l'Etat en % du PIB.

**Source :** FMI

**Inflation moyenne :** Cet indicateur reprend le taux d'inflation sur les trois dernières années.

**Source :** FMI

**Couverture du risque de change :** Cet indicateur correspond au nombre de mois d'importation couverts par les réserves de change du pays. Il permet de comprendre la pression immédiate qui peut se produire sur le niveau de la monnaie du pays et donc des risques de dévaluation.

**Source :** FMI

## LISTE DES PARTICIPANTS À LA SESSION INDICES D'ATTRACTIVITÉ ET DE STABILITÉ DE L'INSTITUT AMADEUS: ÉVALUER LA COMPÉTITIVITÉ AFRICAINE EN 2025 ORGANISÉE LORS DU FORUM INTERNATIONAL MEDAYS 2025



- **S.E. M. Martin Ziguele**, Ancien Premier Ministre, République centrafricaine
  - **S.E. M. Luis Felipe Lopes Tavares**, Ancien Ministre des Affaires Étrangères, République du Cap-Vert
  - **S.E. M. Mamadi Touré**, Ancien Ministre des Affaires Étrangères, République de Guinée
  - **S.E. M. Lutfo Ephraem Dlamini**, Ancien Ministre des Affaires Étrangères, Royaume du Swaziland
  - **S.E. M. Makgothi Lesego**, Ancien Ministre des Affaires Étrangères, Royaume du Lesotho
  - **M. Moubarack Lo**, Économiste Consultant, République du Sénégal
  - **M. Karim Dahou**, Directeur Adjoint de la Direction des Relations Internationales et de la Coopération, Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), République française
  - **M. Mourad Fathallah**, Directeur de la Stratégie et des Partenariats Internationaux, Royaume du Maroc
  - **Mme Sarah Boukri**, Experte en Migration, Responsable de Programme à la CEA, Directrice de SBAM Consulting, Royaume du Maroc
- Modérateur : M. Jean Marie Mbuyi, PDG de BM Partners, République Démocratique du Congo.**

## LE COMITE SCIENTIFIQUE



**GBEHZOHNGAR MILTON FINDLEY**  
Ancien Ministre des Affaires Etrangères  
République du Libéria



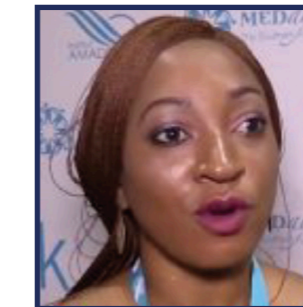
**LESEGO MAKGOTHI**  
Ancien Ministre des Affaires Etrangères  
République du Lesotho



**FRANCIS KASAILA LAZALO**  
Ministre des Affaires Etrangères  
République du Malawi



**OLORUNTOBA BANKOLE**  
CEO, Nigeria Climate Innovation Center  
République du Nigéria



**THERESE AZENG**  
Professeur au département d'analyse d'économie politique à l'université de Yaoundé



**TUMENTA KENNEDY**  
Founder and CEO African Business Information Bank



**MOUBARACK LO**  
Président Emergence Institute

